

CNUCED
**Les IDE mondiaux ont
reculé de 11% sur fond
d'incertitude**

P 16

RÉFORMES FINANCIÈRES
EN ALGÉRIE

**La numérisation
progressive, la finance
islamique s'impose**

Le secteur financier en Algérie connaît une dynamique marquée par l'accélération des réformes structurelles et la montée en puissance de la finance islamique. Le ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred, a affirmé, lors de ses interventions devant le Conseil de la Nation et l'Assemblée populaire nationale, que les transformations en cours ont atteint un stade avancé, en particulier dans les domaines de la numérisation, de la modernisation des moyens de paiement et du développement de la finance participative.

P 2

VACCINATION DU CHEPTEL

**Lancement
imminent d'une
campagne
nationale**

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Youcef Cherfa a annoncé le lancement, dans les dix prochains jours, d'une campagne nationale de vaccination visant à protéger le cheptel contre les affections cutanées. Cette opération s'ajoute à la campagne déjà en cours contre la fièvre aphteuse, avec plus de deux millions de doses de vaccins importés pour renforcer la couverture sanitaire animale à travers le territoire.

P 5

TRANSPORT

**Air Algérie cargo
prévoit une hausse
notable de son
activité pour 2025**

Air Algérie Cargo prévoit une hausse "notable" de son activité pour l'année en cours, a indiqué un responsable à la compagnie, soulignant la "totale" disponibilité de la société à accompagner les opérateurs économiques, et à s'adapter à leurs exigences en matière d'export et ce, en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en matière de promotion des exportations.

P 3

AMÉNAGEMENT ET RÉHABILITATION DES PLAGES

Sept milliards de DA alloués par l'État

Depuis la plage Rizzi Amor à Annaba, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, a donné ce samedi le coup d'envoi officiel de la saison estivale 2025, en présence de plusieurs membres du gouvernement. Cette année, l'État mise résolument sur l'investissement dans les espaces balnéaires comme levier de développement local et de service public, avec à la clé plus de 7 milliards de dinars alloués à l'aménagement et à la réhabilitation des plages.. P 3



MATIÈRES PREMIÈRES

**L'or recule,
l'argent et l'aluminium
en forte hausse** P 4

TRANSPORT MARITIME DE VOYAGEURS
**320 traversées programmées
par l'ENTMV** P 3

ILLIZI

**Réception "avant la fin de
l'année" d'un complexe
frigorifique** P 5

COMMERCE EXTÉRIEUR
**Rencontre
d'évaluation de la 7^e
édition de la Foire des
produits algériens à
Nouakchott**

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a présidé, jeudi à Alger, une rencontre d'évaluation de la 7^e édition la Foire des produits algériens à Nouakchott, tenue du 22 au 28 mai dernier. La rencontre s'est déroulée en présence du directeur de la promotion et du soutien aux échanges économiques au ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Rabah Fassih, ainsi que des représentants d'associations professionnelles, d'organisations patronales et d'opérateurs économiques ayant pris part à cet événement. A cette occasion, M. Rezig a souligné que cette réunion visait à faire le point sur les aspects positifs à développer mais aussi sur les lacunes à rattraper pour les prochaines éditions. Saluant le succès de cette 7^e édition, qui a réuni plus de 200 exposants, le ministre a exhorté les exportateurs à s'orienter davantage vers le marché mauritanien, étant une porte d'accès vers les pays de l'Afrique de l'Ouest, et ce pour contribuer à la promotion des exportations hors hydrocarbures. Il a également affirmé que les efforts seraient focalisés sur l'organisation de salons spécialisés en Mauritanie, compte tenu de l'engouement notable des consommateurs mauritaniens pour les produits algériens, révélant que les préparatifs étaient en cours pour l'organisation d'un salon dédié aux produits pharmaceutiques, parapharmaceutiques et aux services de santé à Nouakchott. Par ailleurs, le ministère du Commerce extérieur œuvre à arrêter un calendrier pour les salons internationaux auxquels l'Algérie participera jusqu'à la fin de l'année 2026, afin de permettre aux opérateurs économiques de bien préparer leur participation, ajoute le ministre, insistant sur l'importance de sélectionner soigneusement les produits à présenter lors de chaque manifestation.

RÉFORMES FINANCIÈRES EN ALGÉRIE

La numérisation progresse, la finance islamique s'impose

Le secteur financier en Algérie connaît une dynamique marquée par l'accélération des réformes structurelles et la montée en puissance de la finance islamique. Le ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred, a affirmé, lors de ses interventions devant le Conseil de la Nation et l'Assemblée populaire nationale, que les transformations en cours ont atteint un stade avancé, en particulier dans les domaines de la numérisation, de la modernisation des moyens de paiement et du développement de la finance participative.

Synthèse Selma R

Intervenant lors d'une séance plénière consacrée à l'examen du projet de loi de règlement budgétaire de l'exercice 2022, le ministre a indiqué que les réformes engagées couvrent plusieurs volets, notamment les administrations fiscales, le budget, le Trésor public et les douanes. La digitalisation des transactions financières constitue, selon lui, un axe central dans cette stratégie, avec pour objectif de réduire les paiements en espèces et d'ancrer les pratiques électroniques dans les échanges économiques. «La modernisation des moyens de paiement électronique est à un tournant décisif, surtout depuis la création du Haut-commissariat à la numérisation », a-t-il déclaré, en annonçant des avancées notables d'ici la fin de l'année. Concernant les marchés publics, le ministre a précisé que le texte d'application de la loi n° 23-12 est en cours de finalisation. Il visera à offrir davantage de souplesse dans la gestion des marchés, tout en répondant aux attentes des institutions concernées. Face aux inquiétudes liées à la faiblesse du recouvrement fiscal en 2022, M. Bouzred a rappelé l'impact de la crise sanitaire sur l'activité économique, qui a entraîné des retards de paiement chez de nombreux opérateurs.

Il a également annoncé la mise en place prochaine d'un système numérique de suivi des projets structurants, qui permettra aux services du ministère – en lien avec les élus – de contrôler les délais et les coûts des projets en cours de réalisation. Ce dispositif est attendu dans un délai d'un mois et demi.

Finance islamique : plus de 500 milliards de dinars de dépôts

Autre fait marquant : la montée en puissance de la finance islamique. Selon les données communiquées par le ministre devant les députés, les dépôts bancaires issus de la finance islamique ont atteint 506 milliards de dinars, dont 437 milliards ont été réinjectés dans le financement de projets et d'opérations commerciales. À ce jour, plus de 745 000 comptes ont été ouverts dans le cadre de ce mode de financement alternatif. Le réseau bancaire dédié s'est également étoffé : 12 banques offrent désormais des services de finance islamique, dont deux exclusivement spécialisées, avec 87 agences et 861 guichets, majoritairement au sein des banques publiques. Cette dynamique devrait se poursuivre avec la création envisagée d'une banque publique exclusivement dédiée à la fi-

nance islamique, ainsi que le lancement futur de Sukuk souverains et la mise en place de compagnies d'assurance Takaful, afin de couvrir l'ensemble de la chaîne de valeur financière selon les principes islamiques.

Engagement contre le blanchiment d'argent

Interrogé sur la lutte contre les flux financiers illicites, Abdelkrim Bouzred a réaffirmé l'engagement de l'Algérie à se conformer aux normes internationales en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Il a rappelé la création, en 2020, d'un comité national d'évaluation des risques, qui a contribué à la mise en œuvre des recommandations du Groupe d'action financière (GAFI) pour la région MENA, et à l'élaboration d'un rapport national qui sera soumis à cette instance. L'ensemble de ces initiatives traduit une volonté claire des pouvoirs publics de moderniser l'architecture financière du pays, de renforcer la transparence dans la gestion publique et de diversifier les outils de financement. Si des défis persistent, notamment en matière de mobilisation de l'épargne et d'inclusion financière, les réformes amorcées offrent des perspectives de transformation structurelle à moyen terme.

RÉORGANISATION DES RÉSEAUX DE SOINS

Vers l'élaboration d'un nouveau plan sanitaire

Par R.E.

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi a affirmé, jeudi à Alger, que ses services s'attelaient à la mise en place d'un nouveau plan sanitaire pour réorganiser les réseaux de soins, qui prévoit des structures de référence au niveau régional et de la wilaya. Lors d'une séance plénière de l'Assemblée populaire nationale (APN), consacrée aux questions orales adressées aux membres du Gouvernement, le ministre a souligné que ses services s'attellent "à l'élaboration d'un nouveau plan sanitaire pour réorganiser les réseaux de soins, en application des dispositions de la loi sur la santé". Ainsi, "il sera procédé avant la fin 2025, à la concrétisation d'une série

d'objectifs tracés dans le cadre du plan national au profit du malade, dont principalement la mise en place de structures de référence au niveau régional et de la wilaya, et de pôles de santé régionaux dans diverses spécialités", a ajouté le ministre. Cette mesure vise, a-t-il dit, "à réduire la pression enregistrée au niveau de certains centres hospitalo-universitaires à l'échelle nationale, vu le nombre important de patients affluant des wilayas voisines pour des soins, outre la facilitation de l'opération de transfert des malades". Dans cette optique, le ministère poursuit ses efforts pour "faciliter la communication et la coordination entre les services hospitaliers à travers la numérisation", a indiqué M. Saihi, rappelant que la pre-

mière phase du processus de numérisation a vu la création d'une plateforme numérique pour gérer et organiser l'ensemble des services d'urgence et des points de garde, outre la numérisation du parcours du patient au sein des services et des structures sanitaires en utilisant le dossier médical électronique, tandis qu'en deuxième phase, il sera procédé à l'interconnection entre les différentes structures de santé. En réponse à une autre question sur la prise en charge des patients atteint de mucoviscidose, M. Saihi a expliqué que des travaux sont actuellement en cours pour élaborer un programme national de prise en charge de cette catégorie, qui évoquera les différents aspects liés au traitement médical et au soutien psycho-

logique et social, et étudiera également la possibilité d'inclure cette maladie dans la liste des maladies chroniques dans le cadre d'un comité multisectoriel". Le ministre a rappelé que le médicament utilisé pour traiter cette pathologie a été inscrit sur la liste des médicaments des maladies rares et sur la liste commerciale de la pharmacie centrale des hôpitaux, après sa mise à jour. Concernant la prise en charge des patients atteints de cancer, le ministre a affirmé que tous les moyens matériels et humaines nécessaires ont été mobilisés, avec ouverture de services et d'unités de chimiothérapie dans la plupart des hôpitaux, en plus des centres régionaux spécialisés dans le traitement de ces patients.

Quotidien économique

Les EnjeuxEco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

AMÉNAGEMENT ET RÉHABILITATION DES PLAGES

Sept milliards de DA alloués par l’État

Depuis la plage Rizzi Amor à Annaba, le ministre de l’Intérieur, des Collectivités locales et de l’Aménagement du territoire, Brahim Merad, a donné ce samedi le coup d’envoi officiel de la saison estivale 2025, en présence de plusieurs membres du gouvernement. Cette année, l’État mise résolument sur l’investissement dans les espaces balnéaires comme levier de développement local et de service public, avec à la clé plus de 7 milliards de dinars alloués à l’aménagement et à la réhabilitation des plages.

Par Mourad A.

Ces opérations ont connu une augmentation de 68 % par rapport à l’année précédente, a souligné le ministre, mettant en avant la volonté de l’État d’améliorer les conditions d’accueil des estivants tout en permettant aux collectivités locales de tirer profit de cette dynamique estivale. Cette enveloppe a permis l’ouverture de 461 plages réparties sur 119 communes des 14 wilayas côtières, dont 13 nouvelles plages accessibles dès cette saison. Selon Merad, ces investissements s’inscrivent dans une stratégie équilibrée, visant à la fois à garantir un accès gratuit et sécurisé aux plages pour les citoyens, tout en générant des recettes supplémentaires pour les communes. « La nouvelle approche d’organisation, basée sur l’ex-

ploitation touristique encadrée, a contribué à une hausse sans précédent des revenus communaux », a-t-il déclaré, saluant l’efficacité du dispositif mis en place depuis deux ans. Pour la deuxième année consécutive, une instruction ministérielle conjointe (Intérieur, Finances, Tourisme) encadre la délivrance des autorisations d’exploitation touristique des plages autorisées à la baignade. Cette mesure a permis de réduire sensiblement les formes d’exploitation anarchique, souvent sources de tensions et d’inégalités d’accès. Parallèlement à l’effort d’investissement, le volet sécurité et prévention a été renforcé. « Les services de sécurité, de la gendarmerie, de la police et de la protection civile ont élaboré des plans opérationnels précis pour faire face à tout

risque », a indiqué Merad, assurant que la tranquillité des estivants constitue une priorité absolue. Il a également mis en garde contre toute tentative de nuisance : « Nous n’hésiterons pas à appliquer les mesures coercitives prévues par la loi contre les contrevenants ». Le ministre a rappelé que ces efforts répondent directement aux orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, notamment en matière de lutte contre la spéculation estivale et de garantie de la gratuité d’accès aux plages. L’État ne s’arrête pas à la logistique. Des campagnes de sensibilisation sont prévues tout au long de la saison autour de la prévention des incendies de forêts, des accidents de la route et des risques de noyade dans les zones interdites à la baignade. Un accent particulier sera

aussi mis sur l’amélioration de la qualité des services aux frontières, pour accueillir les membres de la diaspora dans les meilleures conditions. À travers la visite d’un salon d’exposition à Annaba, le ministre et les membres du gouvernement ont également salué la mobilisation des services locaux. À Djennan El Bey, dans la commune de Seraïdi, un modèle d’exploitation touristique durable a été présenté, illustrant le potentiel économique et écologique d’une gestion responsable du littoral. « Nous travaillons pour que cette saison estivale soit à la hauteur des aspirations de nos citoyens, dans toutes les wilayas côtières », a conclu Merad. Un message clair : l’été 2025 ne sera pas seulement un moment de détente, mais aussi un temps fort de relance locale et de modernisation du service public balnéaire.

TRANSPORT MARITIME DE VOYAGEURS

320 traversées programmées par l’ENTMV

Par R.E.

L’Entreprise nationale de transport maritime de voyageurs (ENTMV) a programmé 320 traversées maritimes durant la saison estivale 2025, en vue de répondre à la forte demande enregistrée durant cette période, a indiqué, jeudi, le Directeur général de l’entreprise, Sofiane Boudaran. Lors de la cérémonie de réception du navire grec "EL. VENIZELOS", affrété par l’entreprise pour renforcer la flotte maritime durant la saison estivale, M. Boudaran a précisé que le programme de cette saison avait été élaboré en adéquation avec les besoins des clients, sur la base des résultats des études menées dans ce domaine. Le programme estival de l’entreprise prévoit 200 traversées entre l’Algérie et la France, reliant les ports d’Annaba,

Skikda, Béjaïa, Alger et Oran à ceux de Marseille et de Sète, ainsi que 120 traversées entre l’Algérie et l’Espagne, reliant les ports d’Alger et d’Oran à celui d’Alicante. Le programme sera mis en œuvre à travers quatre (04) navires, y compris le navire grec affrété, avec la mise en place de dispositions spéciales pour améliorer la qualité des prestations, faciliter les procédures d’accueil et les opérations d’embarquement, en coordination avec les autorités concernées, selon le DG de l’entreprise. Par ailleurs, l’entreprise a fixé des tarifs "incitatifs et compétitifs", notamment à travers des offres promotionnelles spéciales pour encourager les membres de la communauté algérienne à l’étranger à passer leurs vacances en famille en Algérie, à l’instar des offres "El Bahia", "El Amal" et "El Hana", a-t-il fait sa-

voir. La cérémonie de réception du navire affrété a été présidée par le ministre des Transports, M. Saïd Sayoud, en présence du secrétaire d’Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la Communauté nationale à l’étranger, M. Sofiane Chaib, du DG de l’ENTMV, M. Sofiane Boudaran et du directeur général de l’Entreprise portuaire d’Alger (EPAL), Abdelhamid Boulaam. A cette occasion, M. Sayoud a indiqué que "le ministère des Transports a mobilisé tous les moyens logistiques et humains en vue d’assurer les meilleures prestations, et refléter ainsi la véritable image d’un pays qui accueille ses enfants avec fierté et honneur". Saluant l’esprit de coordination et de complémentarité entre les différents acteurs sur le terrain, le ministre a précisé que les efforts déployés ne se limitent pas à l’aspect

relatif aux prestations, mais englobent également l’amélioration de l’infrastructure, le renforcement des capacités de la flotte et la modernisation des mécanismes de travail, de manière à consacrer le concept du service public aux standards modernes et efficaces. Dans son allocution, le secrétaire d’Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la Communauté nationale à l’étranger a salué les efforts consentis par les différents secteurs concernés, particulièrement le secteur des transports qui œuvre à améliorer la qualité de la performance en vue de consolider les liens entre les membres de la communauté à l’étranger et le pays d’origine durant cette saison. Le DG de l’EPAL a, quant à lui, mis en lumière une série de mesures prises par les services portuaires pour garantir une traver-

sée fluide, à l’instar de la mise en place d’un couloir vert destiné aux familles, l’affectation d’une équipe d’agents de sécurité pour orienter les voyageurs, la mise à disposition d’une équipe de maintenance active 24h/24 et 7j/7 pour la prise en charge en temps réel de la réparation des équipements et des installations nécessaires aux voyageurs, ainsi que l’ouverture de points de vente au niveau de la gare maritime afin de répondre aux besoins des passagers. La gare maritime du port d’Alger accueille chaque année environ 350.000 voyageurs et quelque 180.000 véhicules, a indiqué M. Boulaam, soulignant que ces chiffres sont appelés à augmenter avec l’entrée en service de plusieurs nouvelles compagnies de transport maritime de voyageurs durant cette saison.

TRANSPORT

Air Algérie cargo prévoit une hausse notable de son activité pour 2025

Par R. E.

Air Algérie Cargo prévoit une hausse "notable" de son activité pour l’année en cours, a indiqué un responsable à la compagnie, soulignant la "totale" disponibilité de la société à accompagner les opérateurs économiques, et à s’adapter à leurs exigences en matière d’export et ce, en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en matière de promotion des exportations. Dans une déclaration à l’APS, le directeur commercial d’Air Algérie Cargo, Nouredine Rabah Benabbes, a indiqué que la compagnie prévoit une croissance de 8 à 12% dans le fret aérien en 2025 comparativement à 2024, un taux identique aux prévisions de l’Union internationale de l’aviation (IATA) pour la région. Cette croissance sera soutenue par une hausse de la demande de la part des exportateurs algé-

riens ainsi que la mobilisation de moyens supplémentaires, selon le responsable, qui relève l’importance de ce type de transport adapté aux spécificités de diverses marchandises dont l’exportation exige un transport rapide et sécurisé, à l’instar des produits pharmaceutiques, et les fruits et légumes. En 2024, la société avait transporté environ 29.000 tonnes de marchandises, en progression de 32% par rapport à 2023, selon un bilan présenté par M. Rabah Benabbes. Les produits industriels, les pièces de rechange, les produits électro- niques, agricoles et agro-alimentaires représentaient l’essentiel des marchandises exportées via les lignes exploitées par la compagnie l’année dernière. Ces marchandises ont été destinées à divers pays sur les cinq continents, dont la Belgique, l’Italie, l’Espagne, la Russie, la France, la Turquie, l’Arabie saoudite, Qatar et le Canada, selon le responsable, qui affirme qu’Air Algérie Cargo œuvre

à consolider sa présence en Afrique, un marché "prometteur", et plus particulièrement au Sénégal et en Mauritanie. Il a fait part, à ce propos, de la disponibilité de la société à satisfaire les demandes croissantes des opérateurs économiques, suivant les évolutions du marché, via la mise à disposition des conditions favorables et des moyens nécessaires à l’export, soit à travers l’acquisition ou l’affrètement d’avions, relevant la possibilité d’ouvrir de nouvelles lignes suivant la demande. Concernant le plan d’action pour 2025, la compagnie œuvre à renforcer ses capacités compte tenu de la hausse de la demande, avec la poursuite de l’exploitation de l’aéronef (Boeing 737-800 BCF) mis à sa disposition par la société mère (Air Algérie) et qui a été renforcé par un Boeing 737-700 d’une capacité de 16 tonnes, affrété par Air Algérie, avec la possibilité d’affréter d’autres avions selon la demande. La compagnie compte d’autre part obte-

nir une autorisation d’exploitation aérienne dans le domaine du fret aérien (Certificate Air Operator-AOC) auprès de l’Agence nationale de l’aviation civile (Anac), ce qui constitue "un grand pas stratégique" pour la société. Cela donnera à Air Algérie cargo une autonomie totale dans la gestion de ses capacités, en lui ouvrant de nouvelles perspectives d’étendre son réseau et adapter sa flotte avec les besoins du marché. A noter que le Fonds spécial pour la promotion des exportations (Fspe) mis en place pour accompagner les exportateurs, accorde une aide de l’ordre de 50% du coût du transport aérien. Le 6 janvier dernier, la prise en charge "anticipée" des coûts du fret a été lancée, où l’opérateur ne paie que 50% du coût du transport, au lieu de payer la totalité et attendre le remboursement, dans le cadre des nouvelles facilitations destinées à encourager les exportations hors hydrocarbures et accroître la compétitivité à l’international.

MATIÈRES PREMIÈRES
L’or recule,
l’argent et
l’aluminium en
forte hausse

L'or s'est replié sur la semaine, perdant de son attrait en tant que valeur refuge, tandis que l'argent et l'aluminium sont en hausse dans un marché marqué par de fortes tensions géopolitiques. Vendredi, l'once d'or s'échangeait à 3.372,11 dollars, contre 3.432,34 dollars sept jours plus tôt à la clôture. L'argent a, quant à lui, franchi un nouveau plus haut depuis 2012, à 37,3169 dollars l'once (dépassant celui qu'il avait atteint plus tôt ce mois-ci), avant de redescendre. Le platine a lui touché jeudi un niveau inédit depuis 2014, à 1.350,17 dollars l'once. S'agissant du cours de l'aluminium, il a légèrement progressé, poussé par un accroissement du risque sur les producteurs du Moyen-Orient, face aux incertitudes géopolitiques et commerciales. Sur le LME, une tonne de métal d'aluminium coûte 2.538 dollars vendredi, contre 2.503 dollars sept jours plus tôt à la clôture. Les prix du cacao sont tombés cette semaine grâce à une météo favorable à la croissance des fèves en Afrique de l'Ouest et des inventaires en hausse. La tonne de cacao pour livraison en décembre valait 5.311 livres vendredi à Londres, au plus bas depuis novembre 2024, contre 6.228 livres une semaine plus tôt en fin de séance. A New York, la tonne pour livraison en septembre s'échangeait à 8.178 dollars, contre 8.952 dollars vendredi dernier à la clôture.

ALGÉRIE TÉLÉCOM
Le nombre
d’abonnés au
réseau de la fibre
optique atteint
2,2 millions

L'entreprise Algérie Télécom a annoncé, jeudi, avoir dépassé les deux millions d'abonnés au réseau de la fibre optique, précisant que le 2,2 millionième abonné a été enregistré dans la wilaya de Tamanrasset. Dans une publication sur sa page officielle sur les réseaux sociaux, l'entreprise a exprimé "sa fierté d'avoir franchi une nouvelle avancée dans l'extension du réseau de fibre optique jusqu'au domicile (FTTH) à travers tout le territoire national, avec l'enregistrement aujourd'hui de son 2,2 millionième abonné dans la wilaya de Tamanrasset". Algérie Télécoms a affirmé que ce chiffre "reflète son engagement indéfectible à fournir des solutions technologiques modernes et à améliorer l'expérience client à travers des services Internet à haut débit et de qualité".

INDUSTRIE

La réhabilitation et la mise en exploitation des actifs industriels récupérés, une priorité

Le ministre de l'Industrie, Sifi Ghrieb, a affirmé jeudi dernier, au second jour de sa visite dans la wilaya de M'sila, que son département ministériel "accorde une grande attention à la réhabilitation et à l'exploitation des actifs industriels récupérés par l'Etat". Le ministre a insisté, lors de l'inspection de l'aciérie à Draâ El Hadja, remise au profit de "Fondal S.p.a", une filiale d'Imétal, sur "la nécessité d'un démarrage effectif de toutes les unités industrielles récupérées, devenu aujourd'hui une priorité dans le cadre de la stratégie de l'Etat visant à renforcer la souveraineté industrielle". Il a également souligné "l'importance de l'accompagnement tech-

nique et administratif de ces unités afin qu'elles puissent être remises en service dans les plus brefs délais possibles, afin de contribuer efficacement au renforcement de l'économie nationale". "L'importance du rôle de ces unités de production dans la création de richesses et d'emplois directs et indirects, ainsi que dans l'élargissement de la base de production nationale", a également été soulignée par le ministre de l'Industrie. Il a affirmé, dans ce contexte, que la situation des travailleurs de ces usines "sera prise en compte, en leur donnant la priorité dans les recrutements, dans un cadre réglementaire". Le ministre a par ailleurs réitéré son appel à

tous les acteurs économiques, en particulier les exportateurs, à "faire part en permanence de leurs préoccupations afin qu'elles soient prises en charge". Le ministre de l'Industrie a poursuivi sa visite à M'sila par l'inspection de l'unité Maghreb Pipe qui produit et commercialise des systèmes de canalisation PRV (polyester renforcé de fibres de verre), ainsi qu'une unité de production de matériaux préfabriqués en béton, dans la commune de Hammam Dhalaâ, et une usine de transformation de fruits et légumes située dans la commune de Khoubana, récupérée par le groupe Agrodiv spécialisé dans l'industrie agroalimentaire.

TRANSPORT AÉRIEN

Accord pour le transfert de propriété de Tassili Airlines à Air Algérie

Le transfert de propriété de la compagnie aérienne nationale Tassili Airlines du groupe Sonatrach holding activités extérieures et soutien (relevant de Sonatrach) à Air Algérie, sera opéré en vertu d'un accord signé jeudi à Alger, entre les deux parties. Selon un communiqué d'Air Algérie, l'accord a été signé au siège du ministère des Transports par le

PDG de la compagnie, Hamza Benhamouda et le PDG de Sonatrach holding activités extérieures et soutien, Mohamed Tira, en présence du ministre du secteur, Saïd Sayoud. "L'accord cadre définit les mécanismes réglementaires adoptés pour l'exécution minutieuse de l'opération de transfert, ce qui garantit un transfert organisé de la propriété et la continuité de l'activité dans un cadre légal et reflète le respect par les deux parties des principes de gouvernance et d'intégration stratégique en matière de transport aérien", ajoute le communiqué. L'accord se veut "un premier pas stratégique dans le processus de transfert de Tassili Airlines, au titre d'une vision nationale visant à

développer le transport aérien domestique et à renforcer les liaisons entre les différentes wilayas du pays", a-t-on précisé. A cet effet, Air Algérie a affirmé son engagement total pour la réussite de ce transfert "stratégique", à travers la mobilisation de toutes ses ressources en vue d'une transition "fluide et efficace" assurant la continuité des services et soutenant l'intégration institutionnelle dans le domaine de l'aviation. Cette opération intervient en application des instructions données par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors d'une réunion spéciale tenue le 12 mars 2025, concernant la création d'une Compagnie aérienne nationale de transport domestique.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTÈRE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة و التنمية الريفية والصيد البحري
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 16 جوان 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 16 Juin 2025

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة			
DA / Kg			دج / كغ			
Produits		معدل	أعلى	أدنى	المنتجات	
		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	59	66	52	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	76	88	63	الطماطم	
	Oignon sec	45	52	38	البصل الجاف	
	Ail vert	184	205	163	الثوم الخضراء	
	Carotte	89	100	78	الجزر	
	Navet	96	107	85	لفت	
	Poivron	112	127	97	الفلفل الأخضر	
	Piment	139	159	118	الفلفل الحار	
	Courgette	78	90	65	الكوسة	
	Haricot vert	182	202	162	الفاصولياء الخضراء	
Laitue	104	116	91	الخس		
Fruits frais	Pomme locale	412	484	339	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	575	713	436	التمر	
	Banane	429	442	415	الموز	
	Melon	122	140	105	البطيخ الأصفر	
	Pastèque	96	111	80	البطيخ الأحمر	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1755	1877	1634	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	350	363	337	الدجاج	
	Œufs (Unité)	16	18	15	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	96	101	90	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	420,00	440,00	+4,76	4,38	4,20	8,49	6,82	1250	550 000,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 426,00	1425,00	-0,07	0,34	1,14	0,00	-	12633	18 002 025,00
BIOPHARM	BIO	2 450,00	NC	0,00	-0,94	4,10	7,35	7,35	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	2300,00	0,00	0,00	1,33	12,10	5,43	6476	14 894 800,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,46	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-3,17	2,03	-	0	0,00

VACCINATION DU CHEPTEL

Lancement imminent d'une campagne nationale

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Youcef Cherfa a annoncé le lancement, dans les dix prochains jours, d'une campagne nationale de vaccination visant à protéger le cheptel contre les affections cutanées. Cette opération s'ajoute à la campagne déjà en cours contre la fièvre aphteuse, avec plus de deux millions de doses de vaccins importés pour renforcer la couverture sanitaire animale à travers le territoire.

Par Sirine R

Intervenant lors d'une séance plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Cherfa a précisé que «les vaccins nécessaires à cette campagne qui débutera dans les 10 prochains jours, ont été importés». Cette opération intervient parallèlement avec l'intensification de la campagne nationale lancée il y a un mois, visant à protéger le cheptel contre la fièvre aphteuse, a-t-il ajouté, indiquant que plus de deux (2) millions de doses de vaccin ont été importées dans ce cadre.

Le ministre est également revenu sur l'importance de la 3e édition du Recensement général de l'agriculture, qui s'est déroulée entre le 19 mai et le 27 juillet 2024. Les résultats définitifs, validés en Conseil des ministres le 11 avril 2025, seront publiés dans les prochains mois. Cette opération vise à fournir une cartographie détaillée du secteur agricole, précieuse pour les experts, chercheurs, opérateurs économiques et décideurs. En ce qui concerne le projet de réhabilitation du barrage vert, le ministre de l'Agriculture a annoncé une série de mesures stratégiques visant à renforcer la résilience du secteur agricole, parmi les-

quelles la relance du projet de réhabilitation du barrage vert, emblème de la lutte contre la désertification en Algérie. Il a rappelé que plus de 75 milliards de dinars ont été mobilisés pour ce projet d'envergure, étalé sur la période 2023-2030. Pour la seule année 2025, une enveloppe de 11 milliards DA a été allouée pour mener une série d'interventions sur le terrain, en partenariat avec 116 entreprises nationales. Parmi les objectifs fixés pour cette phase: le reboisement de 19 253 hectares ; la création de 438 km de pistes ; la réalisation de 55 095 m³ de travaux de conservation des eaux et des sols ; le forage de 112 puits pour la mobilisation des ressources hydriques sur un tracé de 5 200 mètres ainsi que la stabilisation des dunes de sable sur une superficie estimée à 915 hectares. Ce programme marque un tournant dans la gestion des écosystèmes sahariens et pré-sahariens, à un moment où les enjeux environnementaux sont au cœur des priorités nationales.

Régularisation du foncier agricole : les dossiers seront bientôt examinés

Par ailleurs et en réponse à une question sur la régularisation du foncier agricole,

le ministre a souligné que, conformément aux instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, une commission nationale a été installée pour traiter les dossiers en suspens d'ici la fin 2025. Une circulaire interministérielle, publiée le 1er juin 2025, introduit de nouveaux mécanismes de traitement et a permis d'identifier 94 problématiques majeures liées à l'assainissement du foncier. Des commissions de wilaya, présidées par les walis, ont d'ores et déjà été mises en place pour enclencher le processus sur le terrain. En réponse à une question sur les silos de stockage de céréales dans la wilaya d'El Menia, le ministre a fait savoir que cette wilaya, qui occupe le premier rang national en matière de production de fourrage et le 11e en production céréalière, bénéficiera d'un projet de réalisation d'un silo stratégique d'une capacité de 100.000 tonnes dans la commune d'El Menia, dont les travaux seront lancés "dans les plus brefs délais après l'achèvement des procédures administratives". En outre, la wilaya bénéficiera au cours de l'année, de 11 centres de collecte de proximité des céréales, ce qui portera la capacité de stockage d'El Menia à 155.000 tonnes, selon le ministre.

CAMPAGNE DE MOISSON-BATTAGE 2024-2025

Des rendements en nette hausse

Par Réda Hadi

La campagne de moisson-battage 2024/2025 en Algérie s'annonce favorable grâce à des conditions climatiques propices, des investissements ciblés et une stratégie gouvernementale axée sur l'autosuffisance alimentaire, notamment en blé dur. Pour la campagne 2024/2025 les rendements au Sud, les résultats attendus sont plus que prometteurs. Selon l'expert agricole Mustapha Bennoui, les moyennes nationales dépassent désormais les 55 quintaux à l'hectare, contre 47 quintaux enregistrés l'année précédente. Dans certaines régions du Sud, les rendements atteignent même des pics de 86 quintaux à l'hectare, signe d'un progrès tangible dans la maîtrise de cette culture stratégique. Invité par nos confrères de la radio nationale, cet expert a salué les efforts déployés dans les zones sahariennes, où des investisseurs nationaux et étrangers s'adaptent progressivement aux spécificités locales. Il a souligné que l'électrification des périmètres agricoles, longtemps considérée comme un frein, est désormais en bonne voie de résolution. Pour ce spécialiste, ces bons signes ne doivent pas nous faire oublier, que le principal est de faire perdurer ces esti-

mations et d'apporter les correctifs nécessaires pour cela. Et de citer à la modernisation de la carte agricole et surtout l'adapter aux réalités climatiques actuelles. C'est pour cela qu'il appelle cependant à une révision en profondeur de la carte nationale agricole, établie en 1933, et jugée obsolète face aux profondes mutations climatiques.

« Les données ayant servi à son élaboration ne sont plus en adéquation avec les réalités actuelles », explique-t-il. Il note notamment une transformation des cycles climatiques dans le Sud, où l'on observe désormais six saisons sèches contre une seule humide, contre un ratio inversé dans le passé.

Pour faire face à ces évolutions, Bennoui recommande de renforcer l'encadrement des agriculteurs à travers des programmes de formation, de vulgarisation et une harmonisation des itinéraires techniques adaptés aux nouvelles conditions pédoclimatiques.

Disparités régionales et gestion de l'eau

Concernant le Nord du pays, les rendements sont jugés globalement acceptables dans les régions du Centre et de l'Est, mais insuffisants à l'Ouest, principalement à cause du déficit pluviométrique.

Ce manque de précipitations freine le renouvellement des ressources hydriques, affectant directement les performances agricoles. Dans ce contexte, l'intervenant propose de mobiliser davantage les eaux des barrages et des nappes phréatiques pour les besoins du secteur agricole. Il rappelle que les besoins domestiques en eau potable sont désormais pris en charge par les stations de dessalement, ce qui offre une opportunité de réorienter une partie des ressources vers l'agriculture.

A noter, par ailleurs, que la saison actuelle bénéficie d'une augmentation des capacités de stockage, grâce à la mise en service de centres de proximité et de nouveaux silos et au renforcement du parc national de transport des céréales. Les pouvoirs publics assurent que cette démarche s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme national visant à renforcer les capacités de stockage des céréales, prévoyant la réalisation de 350 centres de stockage de proximité, d'une capacité de 50 000 q chacun, soit une capacité totale de stockage de 17,5 millions de quintaux, la réalisation de 30 silos de stockage de céréales à long terme, d'une capacité de 250 000 q chacun, et la levée du gel sur 16 silos suspendus depuis 2016.

ILLIZI

Réception "avant la fin de l'année" d'un complexe frigorifique

Un complexe frigorifique d'une capacité de stockage de 5.000 m³ sera réceptionné "avant la fin de l'année 2025" dans la wilaya d'Illizi, a-t-on appris samedi de la direction locale des services agricoles (DSA). Le chantier de ce complexe confié, dont la réalisation est confiée à deux entreprises de affiche actuellement 70% de taux d'avancement, a indiqué le DSA Ahmed Brahimi relevant que les obstacles entravant l'avancement de ce chantier ont été solutionnés. Soulignant que ce complexe frigorifique relève de l'entreprise Frigomedit, le même responsable a mis en avant l'apport de cette future structure frigorifique dans la régulation du marché local. Cette installation frigorifique accordée à cette région saharienne permettra, une fois réalisée, l'amélioration des conditions de stockage des produits agricoles et animaliers et du pouvoir d'achat du citoyen à la faveur de la contribution à la stabilité des prix des produits, a estimé le même responsable. Selon le DSA, le complexe aura également un impact socioéconomique pour la région dans la mesure où des emplois directs et indirects seront créés au profit des jeunes de la région.

59e ÉDITION DE LA FOIRE INTERNATIONALE DE SFAX (TUNISIE)

Participation de plus de 20 entreprises algériennes

Par R. E.

L'Algérie participe avec une importante délégation économique à la 59e édition de la Foire internationale de Sfax (Tunisie), qui se tient du 17 juin au 1er juillet, indique un communiqué du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations. Plus de 20 entreprises nationales leaders dans divers secteurs de production, tels que les industries agroalimentaires, l'électroménager, les produits cosmétiques, le textile, l'habillement et l'artisanat, participent à cet événement avec une large gamme de produits locaux répondant aux meilleures normes de qualité et d'innovation, selon la même source. Placée sous l'égide du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, cette participation, qui s'inscrit dans le cadre de "la mise en œuvre des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune", vise à "promouvoir les échanges commerciaux avec les autres pays africains, notamment la Tunisie, pays frère, ouvrir de nouvelles perspectives d'exportation hors hydrocarbures et établir des partenariats stratégiques avec différents acteurs économiques, en droite ligne avec les efforts nationaux de diversification de l'économie et de promotion des produits algériens à l'étranger". Le programme de la participation algérienne à la Foire internationale de Sfax prévoit des rencontres B2B avec des entreprises tunisiennes, afin d'examiner les opportunités d'échange et de partenariat et de faciliter l'intégration dans les chaînes de valeur régionales. Des ateliers techniques sont également au programme pour discuter des perspectives d'intégration économique entre l'Algérie et la Tunisie et mettre en lumière les opportunités d'investissement et de fabrication conjointe.

ALGER

Coup d’envoi de la 6e édition de la grande campagne de nettoyage

La 6e édition de la grande campagne de nettoyage des quartiers et communes d’Alger, a été lancée vendredi, à travers l’ensemble des circonscriptions administratives de la capitale. Cette campagne , s’est déroulée sous la supervision du wali d’Alger, M. Mohamed Abdenour Rabhi, suscitant une grande satisfaction auprès des habitants des communes de la capitale. Cette campagne a vu une large participation des différents services de la wilaya et des établissements sous tutelle qui ont mobilisé tous les moyens humains et matériels nécessaires, en sus des acteurs de la société civile, dont les Scouts musulmans algériens (SMA), le Croissant-Rouge algérien (CRA), les associations, les comités de quartiers et les associations de jeunes. La campagne a été marquée par le nettoyage et l’ornement des rues, des quartiers et des espaces publics des différentes communes d’Alger notamment les places publiques, les espaces forestiers et les gares routières, outre les opérations de reboisement. Cette opération tend à ancrer la culture du nettoyage, à préserver l’environnement, et à renforcer l’action associative, selon les organisateurs. Pour rappel, le wali d’Alger, Mohamed Abdenour Rabehi, avait présidé, mardi dernier, une réunion du Conseil exécutif de la wilaya, consacrée au suivi de plusieurs dossiers, dont l’ouverture de la saison estivale, la prochaine rentrée scolaire et les préparatifs liés à l’organisation de la 6e édition de la grande campagne de nettoyage.

ORAN

Le secteur de la santé sera renforcé par un établissement hospitalier spécialisé dans les maladies respiratoires et les allergies

Le secteur de la santé dans la wilaya d’Oran sera renforcé par un établissement hospitalier spécialisé dans les maladies respiratoires et les allergies, a-t-on appris auprès du directeur local de la santé, M. Hadj Boutouaf. Ce centre hospitalier sera situé dans la région de Béthioua et sera dédié à toutes les maladies liées au système respiratoire, notamment l’asthme et les allergies, a indiqué le même responsable en marge du 16ème Congrès européen-africain sur l’allergie et l’immunologie clinique, dont les travaux se poursuivent vendredi à Oran. La réalisation de ce projet, en plus d’autres structures telles que des établissements spécialisés en psychiatrie, et en tête et cou, qui seront lancés une fois les procédures administratives terminées, et la livraison d’autres projets comme l’Institut national de recherche sur le cancer, "feront de la wilaya d’Oran un véritable pôle national sanitaire par excellence", selon M. Boutouaf. Le 16ème Congrès européen-africain sur l’allergie et l’immunologie clinique se tient à Oran durant trois jours, avec la participation de 500 spécialistes de 14 pays européens et africains.

BEJAIA

Les services agricoles prévoient une récolte de 81.000 quintaux de céréales

Pas moins de 81.000 quintaux de céréales (blé tendre, blé dur et orge) sont attendus à la faveur de la campagne moisson-battage 2024-2025, selon la direction des services agricoles (DSA), qui considère que ce résultat est relativement performant.

"Ça va être une bonne saison", prévoit M. Laid Khaled, directeur des productions à la DSA se basant notamment sur les rendements obtenus en ce début de campagne. Selon lui, sur une surface de 539 hectares récoltée, il a été obtenu près de 10.000 quintaux dont 7120 quintaux de blé dur, 7341 quintaux de blé tendre et 3435 quintaux d’orge, assorti d’un rendement moyen de l’ordre de 17,5 quintaux à l’hectare. A ce titre, il a souligné que "certains exploitants ont obtenu 50 quintaux à l’hectare et que d’autres notamment dans les régions d’Amizour, El-Kseur et Draâ-Elgaid (Kherrata) ambitionnent d’atteindre des performances de 60 quintaux à l’hectare, voire plus". Le res-

pensable a cité comme raison, "les conditions climatiques favorables, les facteurs incitatifs dont a bénéficié la filière, notamment des subventions aux intrants, un appui logistique conséquent et un accès facile aux crédits". Dans ce sillage, Khaled Laid, a mis en avant les capacités de stockage de céréales dans la wilaya, mettant notamment en relief, la mise en service imminente, d’un centre de stockage à Seddouk, d’une capacité d’un million de quintaux et d’un autre centre de stockage de proximité de 50.000 quintaux. Le responsable a par ailleurs expliqué que la saison en cours a été amputée d’une surface de 270 hectares, habituellement dédiée aux céréales, mais affectée cette année

pour la production d’oléagineuses, notamment le Colza et le tournesol, destinées à pourvoir les usines locales de transformations oléicoles. Il s’agit d’une démarche importante, qui vise à développer les cultures de ces plantes dans la wilaya, offrir la matière première aux transformateurs et réduire par ricochet leur dépendance des importations, a-t-on souligné. Il est à relever que Bejaia n’est pas foncièrement une wilaya à vocation céréalière, mais plutôt connue pour son potentiel arboricole. Mais ces dernières années, en raison des encouragements apportés à la filière, beaucoup d’agriculteurs ont commencé à s’y intéresser, portant la surface emblavée chaque année à plus de 5.000 hectares.

TIARET

Lancement de la campagne de récolte du colza oléagineux

La campagne de récolte du colza oléagineux pour la saison agricole en cours a été lancée, jeudi dans la wilaya de Tiaret. "Les superficies emblavées en colza à travers la wilaya ont atteint 858 hectares, dont 750 hectares sont cultivés dans les six unités agricoles de production, tandis que 108 hectares sont exploités par des agriculteurs privés", a précisé le directeur local des services agricoles, Boualem Mekhaneg, lors des explications

fournies au wali de Tiaret, Saïd Khalil, qui a supervisé l’opération du début de la récolte depuis l’unité agricole de production "Si Abdelkrim" dans la commune de Sebaïne. Le DSA a précisé qu’un rendement moyen de 15 quintaux à l’hectare est attendu, soulignant que "les agriculteurs cultivant cette oléagineux, ont acquis une expérience qui leur a permis d’élargir les superficies et d’augmenter la production par rapport aux campagnes précédentes". La

récolte sera acheminée vers l’unité d’élevage de Rahouia, dans la même wilaya, conformément à la convention qui lie cette structure aux exploitations agricoles. Cette unité se chargera ensuite du transfert du produit vers des usines spécialisées pour sa transformation en huiles alimentaires, selon la même source. Une campagne de récolte du tournesol, cultivé sur une superficie de 200 hectares au niveau des unités agricoles de production, sera éga-

lement lancée dans les prochains jours. In situ, le wali de Tiaret a insisté sur la nécessité d’une utilisation optimale du processus technique, notamment au sein des unités de production, afin d’augmenter les rendements et d’encourager les agriculteurs privés à se tourner vers ce type de cultures stratégiques. Il a également souligné l’importance de recourir à l’irrigation d’appoint, compte tenu des facilités offertes par l’Etat dans ce domaine.

EL-MENIAÂ

Divers projets pour améliorer le réseau électrique pendant la période estivale

Une série de projets ont été lancés par la société de distribution de l’électricité et du gaz (Sonelgaz) dans la wilaya d’El-Meniaâ, en vue d’améliorer le réseau d’électricité, pendant la période esivale, a-t-on appris auprès de la direction locale de distribution. Parmi ces opérations, la réalisation de 43 km de nouvelles lignes avec mise en service de deux (2) transformateurs, en plus de l’exécution

de 19 nouveaux raccordements de la wilaya au réseau du Grand Sud sur plus de 74 km linéaires, pour une distribution optimale de l’électricité, et ce pour un coût de 500 millions DA, a-t-on précisé. La Sonelgaz a également mobilisé des équipes techniques d’intervention en cas de perturbations sur le réseau, notamment en été où sont relevés les pics de consommation, afin d’assurer des prestations à la hauteur des

attentes de ses clients, a-t-on ajouté. L’entreprise a contribué, par ailleurs, à un programme d’élagage des arbres, sur un linéaire de 174 mètres linéaires, avec pour but de protéger son réseau et de prévenir les incendies de forêts, a conclu la source. La Sonelgaz d’El-Meniaâ compte 28.676 clients raccordés au réseau d’électricité de basse tension et 670 clients au réseau de haute tension.

MOSTAGANEM

Octroi d’autorisations d’exploitation exceptionnelles à huit projets d’investissement

Les services de la wilaya de Mostaganem ont décidé d’octroyer des autorisations d’exploitation exceptionnelles à huit projets d’investissement, dans le cadre des mesures décidées par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relatives à la levée des obstacles sur les projets d’investissement en suspens, a indiqué vendredi un communiqué des services de la wilaya. Le wali de Mostaganem, Ahmed Boudouh, a présidé jeudi une réunion du comité de wilaya chargé de lever les entraves administratives sur les projets d’investissement, en vue de régulariser la situation de dix dossiers d’investis-

sement et de permettre leur mise en exploitation, selon la même source. Dans ce cadre, le comité a approuvé l’octroi d’autorisations d’exploitation exceptionnelles à huit projets parmi les dix dossiers, activant principalement dans le secteur du tourisme, notamment des hôtels, des résidences et des complexes touristiques ainsi que des camps de vacances, précise le communiqué. Dans un souci de transparence et de contact direct avec les investisseurs, les concernés ont été reçus lors de cette réunion afin de présenter leurs projets et d’exposer les préoccupations entravant le lancement de leurs activités, ajoute la même source. A cette occasion, le wali a

insisté sur la nécessité de faciliter les procédures administratives et a donné des instructions aux directeurs exécutifs concernés pour la délivrance des autorisations d’exploitation des projets prêts à démarrer. Le même responsable a réaffirmé l’engagement des autorités locales à mettre en œuvre les orientations des hautes autorités du pays visant à promouvoir l’investissement et un climat des affaires transparent et souple, favorable aux investisseurs sérieux, pour la réalisation de leurs projets, dynamiser l’économie locale et la création de nouveaux emplois, a-t-on indiqué.

Quand les Géants de la Tech veulent devenir leur propre banque

Au grand dam d’Elon Musk et de Mark Zuckerberg, la législation actuelle interdit encore aux géants de la tech d’ouvrir leurs propres banques. Mais si le Congrès venait à adopter le GENIUS Act, ces entreprises pourraient bientôt émettre leur propre monnaie privée, et nous contraindre à l’utiliser.

Par Luke Goldstein (*)

A la suite d’une vague de lobbying à Washington et de la capitulation des Démocrates, le Sénat s’apprête à adopter le GENIUS Act, une loi tentaculaire sur les cryptomonnaies qui pourrait favoriser la propagation de monnaies numériques instables et propices à la fraude dans l’ensemble du système bancaire. Toutefois, les législateurs et les experts en protection des consommateurs avertissent que le projet de loi présente un problème encore plus grave : il autoriserait Elon Musk et d’autres magnats de la tech à émettre leurs propres monnaies privées. Cela signifie que nous pourrions bientôt vivre dans un monde où toutes les transactions en ligne devraient être effectuées dans une monnaie privée style monopoly inventée par les milliardaires, qu’eux seuls contrôleraient, et sur laquelle les géants de la tech pourraient prélever des frais de transaction exorbitants. Ce scénario n’a rien d’un simple fantasme. Il s’inscrit dans une stratégie de long terme menée par les plateformes technologiques pour prendre le contrôle des réseaux de paiement. Ces dernières semaines, Meta a d’ailleurs commencé à, de nouveau, préparer le terrain pour lancer sa propre cryptomonnaie. De plus, grâce à un « compromis » bipartisan qui a convaincu les derniers Démocrates réticents de soutenir le texte, la plus récente version du projet de loi pourrait empêcher le principal régulateur gouvernemental des secteurs financier et technologique de superviser ces potentielles monnaies numériques. Le GENIUS Act [Acronyme de « Guiding and Establishing National Innovation for US Stablecoins », Orienter et promouvoir l’innovation nationale en matière de stablecoins américains. Le mot genius (génie) est un jeu de mots implicite visant à présenter ce projet de loi comme une idée brillante. NdT] a été conçu pour instaurer une régulation minimale des stablecoins, une forme de jeton cryptographique de plus en plus utilisée, généralement indexée sur le dollar américain à valeur équivalente (un stablecoin peut être échangé contre un dollar). Si la loi venait à être adoptée, toute entreprise, qu’elle soit bancaire ou non, pourrait obtenir une licence pour émettre des stablecoins, avec un contrôle réglementaire minimal. Une telle mesure risquerait de déstabiliser l’ensemble du système financier et de rendre indétectables des activités illégales comme la fraude ou le terrorisme, tout en ouvrant de nouveaux marchés lucratifs aux entreprises émettrices de ces cryptomonnaies. La société Tether, basée au Salvador, est actuellement la plus grande plateforme d’échange de ces devises et a fait l’objet de nombreuses poursuites judiciaires aux États-Unis pour fraude. Après que certains Démocrates favorables aux cryptomonnaies ont temporairement renoncé à soutenir le projet de loi au début de ce mois, les Républicains sont revenus à la table des négociations. Ils ont proposé ce qui semblait être quelques modestes

concessions, destinées à apaiser les inquiétudes des Démocrates quant à une utilisation frauduleuse des cryptos par Trump à des fins personnelles. Mais une analyse juridique menée par l’équipe démocrate de la commission bancaire du Sénat a dynamité cette nouvelle version du texte, notamment parce qu’elle permettrait aux géants de la tech de créer leurs propres monnaies, en plus de nombreux autres problèmes pointés du doigt. Le projet de loi accorde également une large dérogation à X (anciennement Twitter), la plateforme sociale d’Elon Musk, pour l’exempter même des restrictions les plus légères. Selon l’analyse de la commission bancaire, cette clause revient à « offrir au plus proche allié Big Tech du Président un avantage concurrentiel pour créer sa propre monnaie privée ». Elon Musk ne serait peut-être pas le seul à profiter de ces avantages. L’administration Trump pourrait également accorder des exemptions aux entreprises technologiques de son choix, en les soustrayant aux exigences les plus strictes du projet de loi, selon l’équipe de la commission bancaire du Sénat. À ces exemptions s’ajoute une nouvelle disposition juridique discrètement intégrée au texte, qui retire tacitement au Consumer Financial Protection Bureau (CFPB), l’un des principaux régulateurs des secteurs financier et technologique, son autorité pour superviser l’émission des stablecoins. Le CFPB enquête sur les réseaux de paiement de Meta et d’autres entreprises technologiques, et a pris des mesures pour les soumettre aux mêmes règles que les banques. Malgré ces inquiétudes, seize sénateurs démocrates viennent d’approuver le passage du texte révisé en séance plénière, ce qui rend son adoption par le Sénat quasiment certaine. Seuls deux Républicains ont voté contre la mesure : Rand Paul, sénateur du Kentucky, et Jerry Moran, sénateur du Kansas. Ils s’opposent à toute intervention fédérale visant à soutenir les cryptomonnaies et les géants de la tech. Selon les membres démocrates de la commission bancaire du Sénat, leurs collègues viennent d’avaliser une logique de clientélisme politique, précisément ce qu’ils affirmaient vouloir combattre dans la version initiale du GENIUS Act. Les géants de la tech qui pourraient bénéficier de ce projet de loi ont versé des millions de dollars à des candidats-clés aux sièges les plus disputés lors des dernières élections. On y compte deux alliés déclarés des cryptomonnaies, Ruben Gallego (Démocrate, Arizona) et Elissa Slotkin (Démocrate, Michigan), qui ont chacun reçu 10 millions de dollars de la part de comités d’action politique financés par des intérêts liés aux cryptos. Le Protect Progress PAC, branche Démocrate du lobby crypto en matière de financement électoral, a dépensé 33 millions de dollars tant pour les primaires que pour les élections générales de 2024.

Briser le pare-feu

Officiellement, le GENIUS Act vise à faciliter la tâche des entreprises de crypto-

monnaies, dont les groupes de lobbying ont fortement milité en faveur du texte. Mais selon Brian Shearer, ancien conseiller principal au CFPB et expert en droit à l’université Vanderbilt, ses implications pourraient aller bien au-delà, en affectant un large éventail de secteurs non bancaires. La formulation du projet de loi remet en cause un principe juridique vieux de deux siècles, qui impose une séparation entre les banques qui vendent des produits financiers, et les entreprises commerciales qui vendent des biens. Cette séparation avait été instaurée pour empêcher les firmes industrielles de concentrer un pouvoir excessif dans la finance, ce qui leur aurait permis de restreindre l’accès aux services bancaires pour leurs concurrents ou leurs clients. Dans le passé, le fait de brouiller les lignes entre la finance et le commerce a causé des problèmes majeurs. Par exemple, dans le secteur financier, l’abrogation en 1999 du Glass-Steagall Act sous la présidence de Bill Clinton a supprimé une barrière de longue date entre les activités plus risquées de la banque d’investissement et l’aspect plus stable de la banque commerciale, centrée sur la gestion des dépôts des clients. De nombreux experts estiment que la disparition de cette séparation a contribué à ouvrir la voie au krach financier de 2008. Même si ce scénario peut sembler extrême, Brian Shearer souligne que « même des perturbations mineures des principes fondamentaux de la régulation financière peuvent avoir des conséquences profondes sur l’ensemble du système financier ». Des régulateurs ont d’ailleurs mis en garde contre un possible effondrement financier si les cryptomonnaies venaient à s’immiscer dans les marchés bancaires traditionnels. Le GENIUS Act intervient également à un moment où les régulateurs financiers, sous l’impulsion du CFPB, intensifient leur pression sur les géants de la tech, accusés d’abuser de leur pouvoir de marché pour imposer leurs propres services de paiement, assortis de frais de transaction élevés. Apple, Google et Meta disposent chacune de leur propre réseau de paiement, et Elon Musk a déjà exprimé son intention d’intégrer des services de paiement à son réseau social X. Apple Pay a mis en place le système de paiement en ligne le plus avancé, avec près de 800 millions d’utilisateurs dans le monde. Dans le cadre d’un procès antitrust intenté par le ministère de la Justice américain, Apple est accusée de contraindre utilisateurs et développeurs à utiliser son propre réseau de paiement. Brian Shearer, ancien juriste au CFPB, explique que dans le cadre du GENIUS Act, Apple pourrait lancer sa propre « carte de paiement » en stablecoin, qui détiendrait les dépôts de ses clients et offrirait au géant technologique un accès encore plus poussé aux données financières et transactionnelles de ses utilisateurs. Les plans de Meta pour l’émission de sa propre monnaie sont probablement les plus sophistiqués qui soient. En 2019, son

PDG Mark Zuckerberg avait annoncé le lancement d’un jeton crypto baptisé Libra, avant de faire marche arrière face aux vives réactions des régulateurs, tant aux États-Unis qu’à l’international. Plusieurs autorités de régulation fédérales, dont le président de la Réserve fédérale, Jerome Powell, avaient mis en garde contre les risques que ferait peser sur les marchés financiers une supervision laxiste de produits financiers comme Libra. Par exemple, les paiements effectués sur des plateformes technologiques ne sont couverts par aucune assurance des dépôts. L’annonce de Meta concernant Libra a attiré l’attention du CFPB, qui a ouvert une enquête sur les réseaux de paiement des géants de la tech. À l’issue de cette procédure, l’agence a adopté en 2024 un ensemble de règles soumettant les services de paiement opérés par des entreprises technologiques aux mêmes normes réglementaires que les institutions financières classiques et appliquant aux stablecoins la législation relative à la fraude, à la protection de la vie privée et aux autres lois de protection des consommateurs. Peu après l’annonce de ces règles, Mark Zuckerberg, lors de son passage dans le podcast The Joe Rogan Experiences a critiqué les décisions du CFPB, tandis qu’Elon Musk a appelé à la fermeture pure et simple de l’agence. La toute dernière version du GENIUS Act pourrait bien retirer au CFPB son autorité pour faire appliquer ces règles. Sans son intervention, c’est toute une mosaïque d’autres régulateurs financiers, bien moins rigoureux qui serait chargée de surveiller ces pratiques pourtant potentiellement néfastes. Alors que le projet de loi suit son cours au Sénat, des informations indiquent que Mark Zuckerberg envisagerait à nouveau de lancer un stablecoin pour son entreprise. L’une des raisons invoquées pour justifier cette initiative serait de faciliter la rémunération des créateurs de contenu à l’étranger sans avoir à se plier à des procédures bancaires internationales fastidieuses. Si les législateurs adoptent la loi GENIUS et autorisent les projets de Meta à aller de l’avant, l’entreprise pourrait, en pratique, devenir sa propre institution financière, au service d’une clientèle existante de près de quatre milliards d’utilisateurs dans le monde de ses plateformes de médias sociaux. « Les géants de la tech veulent ouvrir leurs propres banques, ce que la réglementation actuelle leur interdit » écrit Shearer sur le site de politique financière Open Banker. « Nous savons qu’il s’agit d’une menace réelle parce que Meta a déjà essayé et échoué une fois ».

(*) Journaliste pour The Lever. Spécialisé dans l’investigation, il vit à Washington. Il était récemment chargé de rédaction à l’American Prospect et travaillait auparavant à l’Open Markets Institute.

Source : Jacobin, Luke Goldstein, 26-05-2025
Traduit par les lecteurs du site Les Crises

POUR STIMULER
L'EXPANSION
INDUSTRIELLE EN
ARABIE SAOUDITE
**SIC et Invest
Industrial
forment une
alliance**

SIDF Investment Co, le bras financier du Saudi Industrial Development Fund, a conclu un partenariat stratégique avec la société européenne de capital-investissement Invest Industrial, marquant ainsi son premier engagement international en matière de capital-investissement. L'accord vise à catalyser de nouveaux investissements industriels dans le Royaume en localisant la fabrication de pointe et en intégrant les petites et moyennes entreprises saoudiennes dans les chaînes de valeur mondiales d'Invest industrial. Ce partenariat constitue une étape importante pour SIC, qui élargit son engagement international et soutient les objectifs de la Vision 2030 de l'Arabie saoudite. Il s'agit notamment d'attirer des capitaux institutionnels, de localiser l'expertise industrielle et de contribuer à la stratégie industrielle nationale, qui vise à porter le nombre d'usines à 36 000 d'ici à 2035. Cette annonce fait suite à un accord conclu en mars entre SIC et Ashmore Investment Saudi Arabia pour le lancement d'un fonds industriel privé à capital fixe. Cette initiative de 400 millions de SR (106,6 millions de dollars) - la première du genre dans le Royaume - est gérée par un gestionnaire d'actifs mondial et vise à soutenir un large éventail d'actifs industriels. Cette initiative a jeté les bases de la stratégie de SIC en matière de capital-investissement, qui vise à stimuler l'investissement national et à développer les partenariats mondiaux.

TUNISIE

L'APIA annonce 56,6 \$ M investis dans l'agriculture pour 1117 emplois

Face à un chômage structurel en Afrique, les investissements ciblés s'imposent comme un levier clé pour dynamiser l'emploi des jeunes et renforcer la stabilité économique. En Tunisie, le secteur agricole bénéficie aujourd'hui d'un nouveau souffle grâce à une série de projets porteurs.

Afin mai 2025, 1189 opérations d'investissement dans l'agriculture ont été approuvées par les comités d'octroi des avantages, pour un montant total de 166,1 millions de dinars (environ 56,6 millions de dollars). Selon le dernier bulletin statistique de l'Agence de promotion des investissements agricoles (APIA) publié mardi 17 juin, ces projets permettront de générer 1117 emplois permanents. Ces chiffres témoignent d'une forte mobilisation de capitaux dans un secteur vital pour l'économie rurale et la lutte contre le chômage. Ces investissements visent principalement la modernisation des exploitations agricoles, le développement de cultures à

haute valeur ajoutée ainsi que la transformation agroalimentaire. Ils s'inscrivent dans une stratégie plus large visant à réduire la précarité, renforcer la sécurité alimentaire et stimuler une croissance inclusive. L'APIA souligne par ailleurs l'importance d'accompagner les promoteurs agricoles, souvent issus de la jeunesse locale, en leur offrant des formations et un appui technique. D'après l'Institut national de la statistique (INS), le chômage des jeunes diplômés en Tunisie s'est accentué, atteignant 25 % au troisième trimestre 2024, contre 23 % au trimestre précédent. Face à ce défi, le secteur agricole, qui représente près de 10 % du PIB tunisien et emploie environ 15 %

de la population active selon les données disponibles, constitue un levier majeur pour diversifier les emplois. L'impact durable de ces investissements dépendra de la continuité des politiques publiques, de la qualité de l'accompagnement technique et de l'amélioration des infrastructures rurales. Le « Plan Maroc Vert », lancé en 2008, illustre parfaitement l'importance d'une approche intégrée alliant formation, financement et innovation pour créer des emplois durables. En dix ans, ce programme a permis la création de plus de 340 000 emplois directs, tout en modernisant le secteur agricole et en dynamisant les zones rurales.

EGYPTE

L'Autorité du canal de Suez renforce ses capacités en vue de la reprise du trafic

En l'Égypte, la combinaison des efforts de modernisation technique et des démarches pour localiser la construction navale s'inscrit dans une stratégie intégrant aussi le développement du canal de Suez. Des impacts positifs sont attendus sur l'industrie maritime et portuaire. Quatre ans après l'incident du porte-conteneurs Ever Given dont l'échouement avait paralysé le canal de Suez pendant près d'une semaine en mars 2021, l'Égypte continue de déployer sa stra-

tégie de modernisation pour sécuriser et fluidifier l'un des points de passage maritimes les plus stratégiques au monde. Le dernier développement en date est la mise en service du remorqueur de sauvetage Ismailia 1. Conçu et assemblé par le chantier naval d'Alexandrie (ASY) pour le compte de l'Autorité du canal de Suez (SCA), ce remorqueur d'une longueur de 71,6 mètres et d'une vitesse de croisière de 16 nœuds a une capacité de traction de 190 tonnes.

L'échouement de l'Ever Given avait en effet mis en lumière la vulnérabilité du canal aux accidents impliquant des méga-navires. La SCA avait alors annoncé un vaste plan d'investissement à plusieurs milliards de dollars pour renforcer les capacités de l'infrastructure. Le plan inclut l'élargissement et le doublement de la section sud du canal, le renouvellement et l'extension de la flotte de remorqueurs afin de disposer de moyens de réaction rapides et adaptés à la taille croissante des na-

vires. Le nouveau navire spécialisé et un autre dont la livraison est prévue pour fin 2025, représentent une avancée dans l'exécution de cette feuille de route. Ils s'ajoutent aux 30 remorqueurs que la SCA a acquis ces dernières années, avec des forces de traction allant de 9 à 190 tonnes. Ceci survient notamment dans un contexte où l'Égypte s'attend à une reprise du trafic par voie navigable, avec l'apaisement des tensions en Mer Rouge.

MAURITANIE

Lancement du rapport de la Banque africaine sur les perspectives économiques mauritaniennes 2025

Le ministère de l'Économie et des Finances a accueilli, ce jeudi, à Nouakchott, une réunion consacrée au lancement du rapport annuel de la Banque africaine de développement (BAD) sur les perspectives économiques de la Mauritanie pour 2025, intitulé "Tirer le meilleur parti du capital de la Mauritanie pour ren-

forcer son développement". Le Secrétaire général du ministère de l'Économie et des Finances, M. Yacoub Ahmed Aicha, a expliqué dans son discours à cette occasion que le titre du rapport reflète avec précision les efforts nationaux déployés pour développer le capital humain et naturel, ainsi que le travail

acharné visant à valoriser les capacités économiques, à lutter contre le chômage et à stimuler une croissance durable. Il a ajouté que le thème du développement du capital humain a constitué l'un des axes du programme de Son Excellence le Président de la République,

M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, incarné par le gouvernement de Son Excellence le Premier ministre, M. El Mokhtar Ould Djay, à travers les investissements importants destinés à soutenir le système éducatif, sanitaire, la formation professionnelle et l'emploi des jeunes.

AVEC DES EMPLOIS, DES EXPORTATIONS ET UN ACCÈS AUX MARCHÉS MONDIAUX RECORDS

Les Émirats arabes unis accélèrent leur croissance industrielle

Les Émirats arabes unis ont inauguré la quatrième édition de « Make it in the Emirates », leur plateforme industrielle phare, marquant ainsi une avancée majeure dans leur ambition de devenir l'une des principales économies mondiales axées sur la fabrication et la technologie. Placé sous le thème « Industries de pointe. Accélérées », cet événement de quatre jours a réuni plus de 700 expo-

sants et plus de 50 000 participants inscrits, dévoilant une série d'investissements et d'accords stratégiques visant à renforcer la compétitivité industrielle des Émirats arabes unis dans le cadre de la Stratégie nationale pour l'industrie et les technologies de pointe. Dans son discours d'ouverture, Son Excellence le Dr Sultan Al Jaber, ministre de l'Industrie et des Technologies de pointe, a réaffirmé l'engagement des Émirats arabes unis à

bâtir des industries de demain ancrées dans la résilience, l'innovation et la compétitivité mondiale. « Grâce à la clairvoyance de nos dirigeants, nous bâtissons une économie inclusive, diversifiée et durable. L'avenir est 'Made in the Emirates' », a déclaré S.E. le Dr Al Jaber. Make it in the Emirates 2025 s'appuie sur plus de 45,8 milliards de dollars d'accords d'achat confirmés portant sur plus de 4 800 produits dans 12 secteurs

prioritaires, dont l'aérospatial, les énergies propres, l'agrotechnologie et l'électronique de pointe. Il marque également le lancement d'un fonds de croissance émirien de 272 millions de dollars destiné à soutenir l'expansion industrielle axée sur les technologies et les PME, ainsi que sur 4,08 milliards de dollars de financements compétitifs octroyés par les principales banques des Émirats arabes unis.

GRIPPE AVIAIRE

L’Afrique du Sud rétablit partiellement les importations du Brésil

En Afrique du Sud, l’industrie avicole est l’une des plus développées en Afrique. Alors que la production locale de viande de poulet couvre environ 80 % des besoins du marché local, le reste est assuré par des importations, provenant pour l’essentiel du Brésil.

Un mois après avoir suspendu les importations de volaille en provenance du Brésil en raison de l'apparition d'un foyer de grippe aviaire dans l'État de Rio Grande do Sul, le gouvernement sud-africain a décidé de revoir sa position. Dans un communiqué publié sur son site le mercredi 18 juin, le ministère de l'Agriculture a annoncé la levée partielle de cette interdiction à compter du jeudi 19 juin. Dans le cadre de cette nouvelle mesure, les importations de viande de poulet sont désormais autorisées en provenance de tous les États brésiliens non affectés par l'épidémie. « Cette décision fait suite à la réception d'un deuxième rapport des autorités brésiliennes

confirmant que l'épidémie a été contenue dans un seul État. Les services vétérinaires sud-africains ont collaboré avec leurs homologues brésiliens pour évaluer les risques et ont conclu que les produits provenant de zones situées au-delà d'un rayon de 10 km autour du foyer de l'épidémie ne présentent aucun danger pour la santé », souligne le communiqué. Dans des déclarations rapportées par le quotidien local Engineering News, l'Association sud-africaine des transformateurs de viande (Sampa) estime que cette initiative permettra d'éviter des pénuries de protéines animales abordables, comme les saucisses, fabriquées à base de viande de poulet désossée mécani-

quement (MDM), un produit largement importé du Brésil. « Nous remercions le ministère de l'Agriculture pour sa réactivité dans la gestion d'une crise sociale et humanitaire de grande ampleur que risquait de prolonger l'interdiction imposée depuis le 16 mai », a déclaré l'organisation. D'après les données compilées par le Département américain de l'Agriculture (USDA), le Brésil fournit environ 80 % des importations sud-africaines de viande de poulet et de produits dérivés, soit en moyenne 345 000 tonnes par an entre 2021 et 2023. L'organisme américain souligne également que plus de la moitié du stock de volaille importé par l'Afrique du Sud, est constitué de MDM.

KENYA

Une nouvelle mesure annoncée pour renforcer la compétitivité de la filière thé

Le Kenya est le 3ème producteur mondial de thé, derrière la Chine et l'Inde, et le premier exportateur mondial en volume. Dans le pays, le gouvernement initie une série de réformes visant à renforcer les performances de la filière à l'export. Au Kenya, la filière thé bénéficiera d'un nouvel appui de la part du gouvernement. Le 17 juin dernier, Kiprono Rono, secrétaire principal au ministère de l'Agri-

culture, a annoncé qu'un budget de 3,5 milliards de shillings (environ 27 millions USD) sera consacré au programme de rénovation de 19 usines de transformation de thé à travers le pays. Selon les informations relayées par l'Agence de presse kenyane (KNA), cet appui financier vise notamment à améliorer l'efficacité et la performance opérationnelle de l'industrie locale. Il s'inscrit également dans le cadre

de la mise en œuvre d'une série de réformes prévues pour renforcer la compétitivité de la filière kenyane sur le marché international. En effet, le ministère de l'Agriculture avait déjà pris, le 3 mai dernier, la décision d'autoriser les unités de transformation de thé à vendre directement sur les marchés internationaux, sans passer par les enchères traditionnelles ni les intermédiaires. Une initiative destinée à

améliorer les revenus des producteurs en réduisant les coûts liés aux intermédiaires, et à créer un accès plus fluide aux marchés. À cela s'ajoute l'annonce, le 6 mai, de l'exonération fiscale sur les matériaux d'emballage du thé, dans l'optique de réduire les coûts de production supplémentaires, jugés comme un obstacle majeur à la transformation du thé et à la création de valeur dans le secteur.

POUR RENFORCER SA RÉSILIENCE CLIMATIQUE

Madagascar reçoit 20 millions de dollars de la BM

Madagascar a reçu un financement de 20 millions de dollars de la part de la Banque mondiale, dans le cadre de la mise en œuvre du Projet régional de préparation aux urgences et d'accès à une relance inclusive (REPAIR), selon un communiqué publié par le gouvernement.

Ce projet vise à renforcer la résilience du pays face aux crises, en améliorant la gestion des urgences et en facilitant un accès rapide à une reprise économique inclusive après une catastrophe. Selon le communiqué, 15 millions de dollars seront affectés aux "Réserves", tandis que cinq

millions de dollars seront alloués à la composante "Assurance". Le projet REPAIR poursuit trois objectifs principaux, à savoir l'amélioration de la préparation financière, une réponse rapide et structurée aux urgences et le renforcement de la transparence dans la gestion des fonds.

VANILLE

La campagne de commercialisation de 2025/2026 s’ouvre en Ouganda

L'Ouganda est le deuxième producteur africain de vanille, après Madagascar. Contrairement à la majorité des pays producteurs, ce pays d'Afrique de l'Est bénéficie de conditions climatiques particulières, qui lui permettent de récolter les gousses de vanille deux fois par an. En Ouganda, la campagne 2025/2026 de commercialisation de la vanille sera lancée avec le démarrage officiel de la première saison de récolte le mercredi 18 juin. L'annonce a été faite la veille, lors d'une conférence de presse animée par Kyakulaga Fred Bwino, ministre de l'Agriculture. Selon le responsable, cette première saison de récolte s'étendra sur trois mois, jusqu'au

18 septembre, avec une projection de récolte estimée à 380 tonnes. Pour l'heure, aucune information n'a encore été révélée sur la deuxième saison, généralement programmée en décembre. Quoiqu'il en soit, l'ambition affichée par les autorités pour cette nouvelle campagne est d'améliorer les performances de la filière, aussi bien sur le segment de la production que de l'exportation. D'après M. Bwino, une série de mesures est prévue pour corriger les problèmes structurels dans l'appareil productif tels que les récoltes précoces, le vol, et la coordination défailante entre les acteurs. Parmi ces mesures figurent notamment l'application stricte des dates de récolte, la

délivrance de licences aux opérateurs, l'expansion des formations agricoles et la mise en place de systèmes numériques de traçabilité. « Je suis convaincu que l'Ouganda peut encore accroître la contribution de la vanille au PIB, aux exportations et aux revenus ruraux », a déclaré le responsable. L'enjeu est d'autant plus important que les perspectives de croissance sont prometteuses sur le marché mondial. En 2024, la taille du marché mondial de la vanille a atteint 2,7 milliards de dollars et devrait afficher une croissance moyenne de 5,6 % par an, pour atteindre 4,7 milliards de dollars d'ici 2034, selon les projections formulées par la plateforme Market.US.

BURKINA FASO

Le FMI débloque près de 33 millions de dollars supplémentaires

Le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé vendredi avoir validé le déblocage de 32,8 millions de dollars supplémentaires dans le cadre d'un plan d'aide au Burkina Faso. La troisième revue du programme a été "globalement satisfaisante", ouvrant la voie à "un déblocage immédiat d'environ 32,8 millions de dollars" et portant à 131,3 millions de dollars le total des fonds débloqués, écrit l'institution basée à Washington dans un communiqué. Le FMI avait approuvé en septembre 2023 un programme d'aide à destination du Burkina Faso d'un montant total de 305 millions de dollars afin de "renforcer la résistance aux chocs et réduire la pauvreté" dans le pays. "Les politiques de soutien et les conditions météorologiques favorables ont stimulé la production agricole en 2024", relève le FMI. "Cependant, l'insécurité généralisée continue de peser sur l'activité économique dans d'autres secteurs, en particulier l'extraction de l'or, principale source de recettes à l'exportation du pays", ajoute l'institution. "Les autorités sont sur la bonne voie et ont élargi leur programme de réformes structurelles en se concentrant sur la gouvernance budgétaire et la transparence", estime le directeur général adjoint du FMI, Kenji Okamura, cité dans le communiqué.

BÉNIN

Une subvention d’environ 90 millions de dollars du FMI pour soutenir les réformes budgétaires

Le Fonds monétaire international (FMI) a décidé d'accorder une subvention d'environ 90 millions de dollars américains au gouvernement béninois, en vue de soutenir les réformes budgétaires en cours dans le pays, annonce un communiqué de l'institution financière internationale. Sur le plan budgétaire, le Bénin a atteint dès 2024 le critère de convergence du déficit budgétaire vers la norme communautaire de 3% du PIB de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA), soit un an avant l'échéance prévue. "L'un des principaux défis pour le Bénin est de préserver la dynamique des réformes et de renforcer davantage les politiques favorisant une croissance inclusive et une transformation économique qui profitent à tous les Béninois", indique le communiqué

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street termine la semaine en retrait

La Bourse de New York a fini orientée en baisse vendredi, les investisseurs montrant une certaine aversion au risque face aux incertitudes économiques et géopolitiques liées à la guerre entre l'Iran et Israël et aux droits de douane américains.

Après une ouverture en hausse, l'indice Nasdaq a reculé de 0,51% et l'indice élargi S&P 500 a perdu 0,22%. Le Dow Jones a grappillé 0,08%. "Nous nous trouvons dans une situation où les incertitudes se sont intensifiées", commente auprès de l'AFP Adam Sarhan, de 50 Park Investments. L'analyste relève en particulier une information publiée dans le Wall Street Journal selon laquelle les États-Unis pourraient révoquer des dérogations accordées à certaines entreprises de semiconducteurs ayant des usines en Chine. Cela a touché "les actions technologiques, ce qui a entraîné le reste du marché à la baisse", selon M. Sarhan. L'essentiel des valeurs du secteur des semiconducteurs ont reculé à l'image de Nvidia (-1,12% à 143,85 dollars), Broadcom (-0,27% à 249,99 dollars) et Taiwan Semiconductor Manufacturing Company (TSMC, -1,87% à 209,50 dollars). Par ailleurs, "nous sommes dans une situation où les tensions au Moyen-Orient continuent. Il n'y a pas de cessez-le-feu et on craint que les États-Unis ne s'impliquent" dans le conflit, souligne Adam Sarhan. Le président américain Donald Trump a estimé vendredi que les Européens ne seront pas utiles pour résoudre la guerre entre l'Iran et Israël, après une rencontre à Genève entre ministres des Affaires étrangères européens et iranien. Le républicain a ajouté que le délai, annoncé jeudi, de deux semaines pour qu'il

prenne une décision sur une intervention directe des Etats-Unis en Iran était un "maximum". Avec le conflit au Moyen-Orient, "nous avons des prix de l'énergie plus élevés (le baril de pétrole américain a pris plus de 7 dollars, ndlr), ce qui signifie que l'inflation va très probablement augmenter et non pas diminuer, ce qui réduit les chances que la Réserve fédérale (Fed) réduise ses taux", estime M. Sarhan. Mercredi, la banque centrale des États-Unis a décidé de laisser ses taux directeurs inchangés pour la quatrième fois de suite. Son président Jerome Powell a laissé entendre que l'institution monétaire n'allait pas dévier rapidement de sa posture attentiste, inquiète de voir l'inflation repartir avec les droits de douane mis en place par le président Donald Trump. Dans ce contexte, sur le marché obligataire, le rendement à dix ans des obligations américaines évoluait à 4,38% contre 4,39% la veille à la clôture. Au tableau des valeurs, la chaîne de supermarchés américaine Kroger a bondi (+9,82% à 71,96 dollars) après avoir relevé ses prévisions de chiffre d'affaires pour l'année en cours. Lors des trois premiers mois de l'année, l'entreprise a généré un bénéfice net par action de 1,49 dollar, au-dessus des attentes. Le vendeur de voitures d'occasion Carmax (+6,61%, à 68,58 dollars) a été recherché après avoir publié des résultats supérieurs aux attentes pour le premier trimestre de son exercice. L'entreprise a généré un bé-

néfice net par action, donnée de référence pour les marchés, de 1,38 dollar, contre 1,16 attendu. La société Circle (+20,57% à 240,65 dollars), créatrice de la stablecoin USDC, a

continué de profiter de l'adoption par le Sénat américain d'une loi régulant ces cryptomonnaies, tout comme la plateforme d'échange d'actifs numériques Coinbase (+2,20% à 301,78 dollars).

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
بنك الجزائر BANK OF ALGERIA COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN Cours du : 19 Juin 2025 Valeur : 23 Juin 2025				
BASE	DEVICES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	130.3576	130.3726
1	EUR	EURO	149.5202	149.5634
1	GBP	POUND STERLING	174.8124	174.9029
100	JPY	JAPANESE YEN	89.6730	89.7141
1	CNY	CHINESE YUAN	18.1296	18.1322
1	CHF	SWISS FRANC	159.0891	159.2045
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	95.0267	95.0584
1	DKK	DANISH KRONE	20.0464	20.0496
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.4988	13.5035
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	13.0339	13.0378
1	AED	UAE DIRHAM	35.4937	35.5045
1	SAR	SAUDI RIYAL	34.7426	34.7503
1	KWD	KUWAITI DINAR	425.4491	425.6370
1	TND	TUNISIAN DINAR	43.8658	44.3066
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.2458	14.2474
1	LYD	LIBYAN DINAR	23.8571	23.9792
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.2647	3.2749
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	177.5799	177.5799

POINT-MARCHÉS

L’Europe finit en ordre dispersé, les USA se donnent du temps au Proche-Orient

Les Bourses européennes ont terminé en ordre dispersé vendredi, après que Donald Trump a annoncé qu'il se donnait deux semaines pour décider si les États-Unis interviendraient militairement ou non en Iran. À Paris, le CAC 40 a gagné 0,48% à 7.589,66 points. À Francfort, le Dax a progressé de 1,17%, tandis qu'à Londres, le FTSE 100 a reculé de 0,20%. L'indice EuroStoxx 50 a pris 0,59%, le FTSEurofirst 300 a gagné 0,11% et le Stoxx 600 a avancé de 0,10%. Sur la semaine, le Stoxx 600 a perdu 1,56% et le CAC 40 a cédé 1,24%. Après une semaine riche en décisions de politique monétaire, les marchés évoluent dans un climat d'incertitude lié aux multiples tensions internationales. Jeudi, la Maison blanche a indiqué que Donald Trump prendrait une décision concernant une éventuelle intervention dans la campagne militaire israélienne contre l'Iran au cours des deux prochaines semaines, évoquant une "forte pos-

sibilité" de négociations dans un avenir proche. "Les tensions au Moyen-Orient accentuent la lassitude des marchés", estiment les analystes de Barclays dans une note publiée vendredi. "Même si la perspective immédiate d'une intervention américaine en Iran semble s'être éloignée, le fait qu'il s'agisse apparemment d'une pause de deux semaines signifie que cette question restera d'actualité pour les marchés à l'approche de la semaine prochaine", a déclaré Dan Coatsworth, analyste en investissements chez AJ Bell. Par ailleurs, mercredi, la Réserve fédérale américaine (Fed) a maintenu ses taux d'intérêt inchangés et a signalé que les coûts d'emprunt devraient diminuer cette année, tout en ralentissant le rythme global des futures baisses de taux, face à la perspective d'une hausse de l'inflation résultant de la politique commerciale de la Maison-Blanche. "Tous les prévisionnistes extérieurs et la Fed disent que nous nous attendons à ce qu'un niveau significatif d'inflation apparaisse dans les

mois à venir, et nous devons en tenir compte", a affirmé le président de la banque centrale, Jerome Powell. En début de semaine prochaine, la publication des indices PMI pour juin sera scrutée afin d'analyser les conséquences du contexte géopolitique sur l'activité économique, alors que les responsables de politique monétaire ont souligné cette semaine l'incertitude pesant sur la croissance et l'inflation. Valeurs Le secteur européen du transport et des loisirs, malmené ces derniers jours par les tensions au Moyen-Orient, a progressé de 0,98%, soutenu par la baisse des prix du pétrole. Eutelsat a bondi de 30,81%, l'État français devenant le premier actionnaire du groupe de satellites en souscrivant à plus de la moitié d'une augmentation de capital de 1,35 milliard d'euros annoncée par la société. Wall Street À l'heure de la clôture en Europe, le Dow Jones gagne 0,38%, le Standard & Poor's 500

avance de 0,08%, tandis que le Nasdaq Composite recule de 0,20%. La confiance des consommateurs de la zone euro s'est dégradée de manière inattendue en juin, selon une estimation préliminaire publiée vendredi par la Commission européenne. Le climat des affaires dans l'industrie en France s'est légèrement détérioré en juin par rapport au mois précédent, selon l'enquête mensuelle de conjoncture publiée vendredi par l'Insee. Les conditions d'activité dans la région de Philadelphie sont restées stables en juin, selon l'enquête mensuelle de l'antenne locale de la Réserve fédérale publiée vendredi. CHANGES Le dollar s'apprête à enregistrer sa plus forte hausse hebdomadaire depuis plus d'un mois, malgré une légère baisse vendredi, signe que certains investisseurs continuent de privilégier les valeurs refuges traditionnelles. Le dollar perd 0,18% face à un panier de devises de référence. L'euro gagne 0,24% à 1,1522 dollar.

PARIS

Gain timide pour les ’4 sorcières’, Airbus en soutien

Après avoir gagné plus de 1% en début d'après-midi, la Bourse de Paris conclut la séance sur un gain plus limité de 0,48%, à 7589 points, bien aidée par Airbus (+3,5%), Axa (2,45%) et Kering qui tente de rebondir (+2,4%) après avoir lâché près de 10% au cours des trois précédentes séances. Outre-Atlantique, c'est plutôt l'incertitude qui s'impose avec des indices qui évoluent pour le moment en ordre dispersé, de -0,4% pour le Nasdaq à +0,3% pour le Dow Jones et un S&P500 qui se maintient tout juste à l'équilibre. Au cours de la semaine écoulée, l'in-

dice parisien affiche une contraction de l'ordre de 1,2%. Les investisseurs doivent composer avec une incertitude géopolitique élevée, notamment liée aux hésitations de Washington quant à une intervention militaire aux côtés de Tel Aviv et face à Téhéran. Dans ce contexte tendu, Donald Trump a d'ailleurs contribué à entretenir l'incertitude en déclarant hier qu'il se donnait 'deux semaines' afin de décider d'une possible implication des Etats-Unis. S'ajoutent les craintes ayant trait à l'impact de prix durablement élevés du pétrole sur les bénéfices des en-

treprises, confirmées hier par les menaces proférées par Téhéran concernant un éventuel blocage du détroit d'Ormuz, par lequel transite environ 20% du pétrole mondial. 'À ce sujet, soyons clairs, c'est une menace en l'air de l'Iran ', estime Christopher Dembik, conseiller en stratégie d'investissement chez Pictet AM. Le spécialiste rappelle que Téhéran a agité cette menace à une quinzaine de reprises depuis 2008 et qu'elle ne s'est jamais concrétisée jusqu'alors. De plus, ' des alternatives existent pour acheminer le pétrole, notamment l'oléoduc Est-Ouest de l'Arabie

Saoudite, long de 1200 km, qui relie les champs pétroliers de la province orientale au port de Yanbu sur la mer Rouge ', indique-t-il. Dans ce contexte, le prix du baril de Brent recule de 2,9% à Londres, autour des 76,5\$. L'Euro reprend +0,2% face au billet vert, à 1,152\$, après avoir progressé au contact de ses sommets annuels vers 1,1538. Côté chiffres 'macro', l'indice des indicateurs avancés, censé préfigurer l'évolution de l'activité économique aux Etats-Unis, est ressorti en légère baisse au mois de mai, a annoncé vendredi le Conference Board, qui

dit y voir malgré tout un signe que de ralentissement économique. L'indice précurseur a baissé de 0,1% le mois dernier, à 99, après avoir essuyé un repli de 1,4% en avril, selon le chiffre révisé. Si le Conference Board dit ne pas anticiper de récession, l'association indique s'attendre à un ralentissement 'significatif' de l'activité en 2025 en comparaison avec 2024. Son estimation de croissance pour cette année s'établit ainsi à 1,6%, avec un nouveau ralentissement attendu en 2026 en raison des répercussions liées au nouveau régime des droits de douane américains.

BULGARIE

L’adoption de l’euro à partir de janvier 2026 approuvée

Les ministres des Finances de la zone euro ont approuvé l'introduction de l'euro en Bulgarie à compter du 1er janvier 2026, a annoncé l'Eurogroupe dans un communiqué.

Les ministres des Finances de la zone euro ont avalisé les évaluations positives de la Commission européenne et de la Banque centrale européenne concernant le respect par la Bulgarie des critères de convergence", a précisé l'Eurogroupe dans son document publié jeudi. "Il s'agit de la première étape d'un processus par lequel le Conseil de l'UE adoptera les actes juridiques nécessaires pour permettre à la Bulgarie de devenir membre de

la zone euro et de commencer à utiliser l'euro comme monnaie officielle dès l'année prochaine", a ajouté le communiqué. Dans le cadre de ce processus, la recommandation devrait être adoptée par le Conseil Ecofin, qui soumettra ensuite la question au Conseil européen. Celui-ci, après consultation du Parlement européen et de la Banque centrale européenne, adoptera les trois actes juridiques requis pour permettre à la Bulgarie d'introduire l'euro le 1er janvier 2026.

Selon le communiqué, l'adoption de ces actes est prévue pour le mois de juillet. Le 4 juin, la Commission européenne a conclu que la Bulgarie avait accompli des progrès significatifs sur les quatre critères de convergence à l'euro, à savoir, la stabilité des prix, les finances publiques saines, la stabilité des taux de change et les taux d'intérêt à long terme. Membre de l'Union européenne depuis 2007, la Bulgarie deviendra ainsi le 21ème Etat membre à intégrer la zone euro.

ETATS UNIS

Donald Trump veut réduire le nombre des jours fériés

Cette prise de position au lendemain d'une journée chômée commémorant la fin de l'esclavage au Texas. Nouveau combat pour Donald Trump. Après avoir soufflé le chaud et le froid ces dernières heures quant à une possible intervention militaire de son pays en Iran et insulté le président de la Réserve fédérale, le président américain part désormais en guerre contre les jours fériés. "Il y a trop de jours fériés non

travaillés aux Etats-Unis. Cela coûte des milliards de dollars à notre pays de laisser toutes ces entreprises fermées", a indiqué le magnat de l'immobilier, sur son réseau Truth Social ce vendredi 20 juin. "Les travailleurs n'en veulent pas non plus. Bientôt, nous aurons un jour férié pour chaque jour ouvrable de l'année. Il faut que ça change", a-t-il poursuivi alors que la journée d'hier, le 19 juin, était fériée, comme dix autres jours

de l'année (même nombre qu'en France). Les Etats-Unis commémoraient le "Juneteenth", soit la fin de l'esclavage au Texas en 1865, où cette journée est chômée depuis 1980 et dans tout le pays depuis 2021. Cette décision avait été prise par Joe Biden, après les manifestations contre les discriminations raciales ayant suivi la mort de George Floyd. "Nos jours fériés fédéraux disent qui nous sommes en tant

qu'Américains", a déclaré Joe Biden, lors d'un discours selon CNN. "Certains disent que cela ne mérite pas d'être un jour férié fédéral (...). Ils ne veulent pas s'en souvenir", a-t-il ajouté selon NBC News. Depuis son retour au pouvoir en janvier 2025, Donald Trump a passé l'équivalent de 33 journées à jouer au golf, soit 21,85% de son temps (151 jours à la Maison Blanche), selon le décompte scrupuleux du site Trump Golf Track.

JAPON

Doublement des prix du riz sur un an, l’inflation accélère plus qu’attendu

Les prix à la consommation au Japon ont accéléré plus qu'attendu en mai, tirés notamment par un doublement des prix du riz, selon les chiffres officiels publiés vendredi. La hausse des prix à la consommation (hors produits frais) s'est élevée à 3,7% sur un an le mois dernier, accélérant une nouvelle fois après s'être établie à 3,5% en avril, et au plus haut janvier depuis 2023. Ce chiffre s'établit, au-delà des prévisions des économistes sondés par Bloomberg (+3,6%). L'inflation hors énergie et produits frais a, elle, accélérée

à 3,2%, contre 3% en avril, très au-delà de la cible de 2% fixée par la Banque du Japon (BoJ). La vertigineuse envolée des prix du riz continue et s'accélère même : ils ont bondi de 101% sur un an en mai. Le riz, céréalière de base dans l'archipel, s'était déjà renchéri de 81,4% en février, de 92,5% en mars et de 98,4% en avril, alors la plus forte hausse depuis 1971 et le début des statistiques comparables selon le journal Nikkei. La récolte 2023 (consommée l'an dernier) a été pénalisée par des chaleurs record, tandis que la de-

mande de riz était, elle, gonflée par le renchérissement des aliments importés, un tourisme record, et par une vague d'achats paniques ayant déclenché en août 2024 par un avertissement au « mégaséisme ». Surtout, des négociants stockaient du riz pour muscler leurs profits à terme, selon les experts. Pour enrayer la flambée, le gouvernement a débloqué ces derniers mois des stocks de riz tirés des réserves stratégiques du pays, d'abord mis aux enchères puis fournis directement aux magasins --mais avec pour l'heure un succès mitigé.

CHINE - UE

Tenue de consultations «approfondies» sur des dossiers économiques et commerciaux

Le ministère chinois du Commerce a annoncé, vendredi, dans un communiqué, la tenue de consultations entre la Chine et l'Union européenne sur plusieurs dossiers économiques et commerciaux. Ces consultations ont été menées par le ministre chinois du Commerce, Wang Wentao, jeudi par vidéoconférence avec le commissaire européen au Commerce et à la sécurité écono-

mique, Maros Sefcovic, a précisé la même source. A cette occasion, les deux parties ont mené des consultations "approfondies et professionnelles" sur plusieurs dossiers économiques et commerciaux, notamment l'enquête antisubventions concernant les véhicules électriques et d'autres mesures compensatoires, les contrôles à l'exportation, ainsi que l'accès au marché.

Les deux parties ont convenu de conjuguer leurs efforts en vue de dégager un terrain d'entente, de préparer activement le volet économique et commercial pour les programmes clés annuels Chine-UE. Elles se sont engagées pour promouvoir "un développement sain, stable et durable de leurs relations économiques et commerciales", a souligné, par ailleurs, le communiqué.

BOSNIE

ArcelorMittal vend son aciérie et sa mine de fer au groupe Pavgord

Le sidérurgiste ArcelorMittal a annoncé vendredi la vente de son aciérie et de sa mine de fer en Bosnie au groupe Pavgord. ArcelorMittal a fait «des investissements considérables et des efforts pour maintenir» le site intégré d'aciérie Zenica et la mine de fer, Prijedor, au sein du groupe. «Néanmoins après une revue stratégique, le groupe a conclu qu'une vente était la meilleure solution pour le développement de l'activité et ses salariés», indique un communiqué du deuxième sidérurgiste mon-

dial. La vente devrait être effective «durant le troisième trimestre 2025» précise le groupe. Jusqu'à cette date, l'exploitation des deux sites continue, «avec le soutien entier de l'équipe de direction locale». Sans donner le montant de la transaction, ArcelorMittal indique qu'au terme de la cession, il enregistrera dans ses comptes une perte («non cash loss») s'élevant «approximativement» à 200 millions de dollars, incluant les pertes de changes depuis la date d'acquisition. ArcelorMittal a rendu hommage «au sou-

tien» du gouvernement de la fédération de Bosnie-Herzégovine et à celui de la Republika Srpska (RS, entité serbe) «durant les 21 ans» où il a exploité les sites miniers et sidérurgiques du pays. «Nous remercions tous nos employés à Zenica et à Prijedor pour leur travail et leur engagement passionné durant toutes ces années, et nous vous souhaitons le meilleur pour l'avenir, ainsi qu'au groupe Pavgord dans cette nouvelle phase», a commenté Sanjay Samaddar, vice-président d'ArcelorMittal et directeur général du

groupe pour les activités de produits longs en Europe. Comme les autres sidérurgistes en Europe, le groupe subit la crise qui affecte le secteur de l'acier, en surproduction alors que la demande d'acier a baissé sur le vieux continent en raison notamment des crises de la construction et de l'automobile. Le secteur dénonce également une concurrence d'acier subventionné venant d'Asie. Depuis deux ans, ArcelorMittal s'est retiré de ses activités au Kazakhstan et en Italie.

EN CAS D'ATTAQUE CONTRE LA CENTRALE DE BOUCHEHR EN IRAN

L’AIEA met en garde contre des conséquences graves

La centrale nucléaire de Bouchehr constitue le site nucléaire en Iran où les conséquences d'une attaque seraient les plus graves, a averti vendredi Rafael Grossi, directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Il a tenu ces propos lors d'une session du Conseil de sécurité de l'ONU par visioconférence, soulignant que les pays de la région l'avaient contacté dans les dernières heures pour exprimer une vive inquiétude. M. Grossi a insisté sur le fait qu'un impact direct contre la centrale provoquerait un très haut niveau de radioactivité dans l'environnement. Bouchehr est une installation opérationnelle abritant des milliers de kilogrammes de matières nucléaires. Une frappe qui couperait ses deux seules lignes électriques pourrait provoquer une fusion du cœur du réacteur, qui entraînerait un rejet de grands niveaux de radioactivité, a-t-il expliqué. Il a averti que dans le pire des scénarios, des mesures de protection telles que l'évacuation, la mise à l'abri ou l'utilisation d'iode stable pourraient s'avérer nécessaires, avec des impacts potentiels s'étendant sur plusieurs centaines de kilomètres. M. Grossi a également exprimé des préoccupations concernant le réacteur de recherche nucléaire de Téhéran, précisant que toute attaque contre cette installation pourrait avoir des conséquences graves pour la ville et sa population, nécessitant des mesures de protection urgentes. Il s'est engagé à continuer d'informer régulièrement le public sur l'état des sites nucléaires et les risques sanitaires et environnementaux potentiels.

EN RACHETANT MESH SECURITY

Bitdefender se renforce dans la protection des emails

Bitdefender enrichit sa plateforme GravityZone XDR/MDR de fonctions de protection de la messagerie avec l'acquisition de Mesh Security.

Avec le rachat de la société irlandaise Mesh Security (Mesh), l'éditeur roumain Bitdefender va renforcer un peu plus sa plateforme GravityZone XDR/MDR de fonctionnalités de sécurité de la messagerie. En effet, Mesh, entreprise créée en 2020, propose une plateforme de sécurité de messagerie qui combine une protection périmétrique via une passerelle de messagerie sécurisée et une défense au niveau des boîtes mail grâce à un déploiement basé sur des API. Dans le détail, l'outil est capable d'une part

d'analyser et de filtrer les e-mails avant qu'ils n'atteignent leur destination finale grâce à la passerelle de messagerie sécurisée, et d'autre part de se connecter directement aux plateformes de messagerie cloud comme Microsoft 365 via une API, offrant un accès en temps réel aux boîtes mail et aux événements. Cette double approche améliore la visibilité sur l'activité des menaces sur tous les vecteurs et va désormais fournir une télémétrie au réseau mondial de renseignements sur les menaces de Bitdefender.

Encore plus de MSP à venir pour Bitdefender

La plateforme de Mesh a été pensée dès le départ pour les MSP, elle cible d'ailleurs des centaines de partenaires MSP et des milliers de clients finaux dans le monde entier, l'éditeur va ainsi participer à la croissance de Bitdefender dont le réseau mondial de distribution dépasse les 41 000 partenaires distributeurs et MSP. Avec Mesh, les MSP bénéficient d'une plateforme multi-tenant laquelle assure une protection 24h/7j et

fournit beaucoup d'automatisation, une analyse des menaces en temps réel et à une intégration aux flux de travail existants. Côté réactions, Andrei Florescu, pdg de Bitdefender Business Solutions Group, se félicite dans un communiqué de cette acquisition qui va venir renforcer son offre dans la protection des e-mails. Quant à Brian Byrne, pdg et cofondateur de Mesh, il partage le même avis en mettant aussi l'accent sur les atouts de sa solution de sécurité de messagerie, à savoir l'efficacité, les performances et la simplicité d'utilisation.

Ce smartphone Trump «Made in USA» est en fait fabriqué en Chine

Dévoilé en début de semaine par la Trump Organization, le T1 a rapidement fait le buzz pour son allure bling-bling, son châssis doré et son look d'iPhone 16 Pro refoulé. On apprend aujourd'hui que l'appareil n'est pas fabriqué aux États-Unis, comme le suggère pourtant l'entreprise familiale du président américain... mais bien en Chine. À l'instar de la plupart des produits dérivés Trump et « Make America Great Again » commercialisés dans les boutiques de souvenirs des différents établissements Trump, le smartphone T1 dévoilé il y a quelques jours par la Trump Organization, n'a d'américain que le nom. Sur X, l'analyste Max Weinbach a mené l'enquête jusqu'à trouver l'origine exacte de l'appareil... qui n'est autre qu'un smartphone chinois rebadgé et légèrement modifié. Il fallait s'y attendre.

La surprise est totale (non)

Attendu sur le marché américain à peu près au même moment que les iPhone 17, ce Trump Mobile T1 est censé célébrer les 10 ans de l'annonce de candidature de Donald J. Trump pour la présidentielle américaine de 2016. Le magnat de l'immobilier avait alors annoncé son intention de devenir le 45ème président des États-Unis d'Amérique depuis l'escalier de sa Trump Tower new-yorkaise. Ironiquement, Le Monde parlait alors d'un « milliardaire excentrique candidat à l'investiture républicaine ». La suite de l'histoire, on la connaît, et c'est donc pour marquer le coup que la Trump Organization a décidé de créer de toute pièce un opérateur mobile « Trump Mobile » (présenté comme étant une offre « all-American »), assortie d'un smartphone commémoratif surfant explicitement sur le « Made in USA ». Sauf qu'en réalité, ce mobile est totalement « Made in China ».



Un Wingtech REVVL 7 Pro fabriqué au cœur de la Chine continentale

Ce sont les conclusions de Max Weinbach. L'intéressé révèle

que ce Trump Mobile T1 est bel et bien fabriqué en Chine, et qu'il s'agit, pour faire court, d'un appareil Android low-cost rebrandé, auquel on a ajouté une nouvelle

coque en plastique (pour sa part conçue aux États-Unis, il est vrai) pour augmenter la marge bénéficiaire tout en présentant l'appareil comme ayant été fabriqué outre-Atlantique. Dans le détail, l'appareil reprend ainsi l'essentiel des caractéristiques et du design du REVVL 7 Pro 5G. Un appareil fabriqué pour Wingtech, filiale de Luxshare, au sein de trois sites de production chinois. On apprend enfin que le Trump Mobile T1 a un cousin chez T-Mobile... qui a lui aussi rebrandé et légèrement modifié le Wingtech REVVL 7 Pro 5G pour le commercialiser, à son propre nom, auprès des consommateurs américains. Quant au service Trump Mobile, n'y voyez pas l'émergence d'un nouvel opérateur américain... mais plutôt l'apparition d'un simple opérateur virtuel exploitant le réseau des opérateurs historiques comme AT&T, T-Mobile ou Verizon. Rien de nouveau sous le soleil des gringos, donc.

Brèves

Des SSD Kioxia plus rapides et plus denses pour les datacenters

Kioxia a dévoilé sa série CD9P, des SSD NVMe PCIe 5.0 conçus pour les centres de données accueillant des charges de travail IA et HPC. Ces lecteurs exploitent la mémoire 3D flash BiCS8 à 218 couches avec une architecture CBA (CMOS directement liée à la matrice), améliorant significativement la performance, l'efficacité énergétique et la densité de stockage par rapport à la génération précédente CD8P, selon le fournisseur japonais. Les capacités atteignent jusqu'à 61,44 To en format 2,5 pouces et 30,72 To en E3.S. Les CD9P offrent des débits séquentiels allant jusqu'à 14,8 Go/s en lecture et 7 Go/s en écriture, avec des performances aléatoires maximales de 2,6 millions/750 000 IOPS en lecture/écriture. Ces SSD doublent la capacité maximale précédente et améliorent la performance par watt jusqu'à 60 % en lecture séquentielle et 100 % en écriture aléatoire. Destinés à maximiser l'utilisation des GPU dans les environnements AI et HPC, ils intègrent des

fonctions avancées telles que la protection contre la perte de données. La série CD9P est actuellement en phase d'échantillonnage et sera présentée à HPE Discover 2025 à la Las Vegas la semaine prochaine.

La CNCF cherche une alternative à Slack

La cloud native computing foundation, qui gère des projets comme Kubernetes, est victime des changements tarifaires récents de Salesforce. En effet, l'organisme disposait de licences gratuites pour Slack Enterprise. L'éditeur a décidé de supprimer cette version, ce qui a obligé la CNCF à se rabattre en urgence (5 jours de préavis) sur la formule gratuite avec évidemment beaucoup moins de fonctionnalités. Un message a été envoyé à l'ensemble de la communauté sur les conséquences de passer à la version gratuite (conservation de l'historique à 90 jours, suppression des groupes d'utilisateurs, limitation à 10 applications). La CNCF pourrait migrer vers une nouvelle solution plus tard

dans l'année, Discord étant la plateforme favorite, souligne nos confrères de DevClass.

Eutelsat lève 1,35 Md€ pour l'Internet par satellite

L'opérateur français de satellites a annoncé une augmentation de capital pour financer la modernisation de sa constellation de satellite en orbite basse et ainsi concurrencer Starlink. Dans le détail, ce financement est assuré à hauteur de 717 M€ par l'Etat français (qui détiendra 30% du capital à l'issue de l'opération). Les autres investisseurs sont l'entreprise aéronautique indienne Bharti Space, l'armateur CMA CGM et la société d'investissement Fonds Stratégique de Participations (CNP Assurances, Société générale Assurances, Crédit agricole Assurances et BNP Paribas Cardif). Selon Reuters, le gouvernement britannique, qui détient une participation de 10,9 % dans l'entreprise (depuis le rachat de Onweb), pourrait également se joindre à ce tour de table ultérieurement.

AVEC SES MAXI-COUCHAGES HYPER MODULABLES

Le nouveau long fourgon aménagé Pilote V630S veut aussi régaler les petites familles

Un fourgon aménagé, non surélevé et sans toit relevable, est-il compatible avec des vacances itinérantes en famille ? Oui, répond sans hésiter le constructeur nantais Pilote. Son nouveau modèle V630S, sur Fiat Ducato 140 ch, en est une illustration. Nous sommes allés à sa rencontre ces dernier jours, le voici détaillé pour vous.

Le fourgon familial, une denrée rare !

Quand on voyage à quatre et qu'on souhaite des couchages pour autant de personnes, l'offre de fourgons aménagés n'est pas si large. Souvent, pour y parvenir, il faut opter pour un modèle doté, de série ou en option, d'un toit relevable à parois en toile, comme pour les vans. Revers de la médaille : les manipulations pour ouvrir ou fermer le toit pourront paraître fastidieuses à certains. Par ailleurs, cela représente un coût supplémentaire. Certains rares modèles surélevés sont équipés d'un lit de pavillon. Là encore, ils sont peu nombreux et plutôt « haut de gamme ».

Pilote sort son atout : le V630S !

Toutes portes fermées, le V630S ne laisse pas deviner son caractère familial, à l'exception de sa longueur de carrosserie. Proposé à 65 900 € sur Fiat Ducato 140 ch (boîte mécanique), le Pilote V630S s'étire en effet sur 6,36 m de long, 2,05 m de large et 2,67 m de haut. Il entre dans la catégorie des fourgons longs. Dans cette couleur de carrosserie, il reste discret. La face avant, intégrant le nom Pilote, est assez réussie.

Un plan classique à l'avant

Deux jolis sièges cabine pivotants, une table dotée d'une extension amovible, une banquette deux places : à l'avant, le V630S reste dans le « classique ». L'immense majorité des fourgons adoptent cette disposition, qui convient au plus grand nombre. Dans ce cas précis, la vraie question est de savoir si la dinette conviendra à quatre personnes à bord. Et la réponse est oui ! Le bloc-cuisine, avec son réchaud deux feux, son évier, son plan de travail amovible et ses grands tiroirs de rangement, est conforme aux attentes. Bon point pour le réfrigérateur, de grande capacité et bien positionné.

Deux maxi-couchages modulables

C'est à l'arrière que le Pilote V630S se montre généreux, particulièrement ingénieux et confortable. Pilote aurait pu opter pour deux grands couchages superposés, permanents et fixes. Mais le constructeur nantais a fait le choix de l'hyper-modularité. Le sommier de l'immense couchage bas (200 x 185 cm, donc utilisable dans le sens de la longueur ou de la largeur) peut se replier sur la moitié : on obtient alors de la place pour installer un ou deux vélos tout en conservant un espace couchage. Modularité encore avec le lit haut (171 x



185 cm), dont le sommier dit « peigne » permet de convertir le lit double en couchage simple. Pratique !

Mais où sont les placards de pavillon ? Ne cherchez pas, il n'y en a pas ! Pilote propose trois valises souples indépendantes à installer sur des glissières prévues à cet effet. C'est original ! À l'usage, seront-elles aussi pratiques que des placards de pavillon ? On peut se poser la question.

Un cabinet de toilette relativement spacieux

Dans la majorité des fourgons aménagés, le cabinet de toilette n'est pas la pièce maîtresse. Il est même parfois carrément « riquiqui » et peu pratique pour les personnes un peu corpulentes. Ici, le bureau d'études a réussi à en intégrer un, compact certes, mais accessible grâce à ses deux portes entièrement coulissantes. WC fixes, lavabo, douche et bac à douche font partie des équipements. Bon point pour les 110 litres d'eau propre. En voyageant à quatre, il faudra régulièrement vidanger les eaux grises et faire le plein d'eau propre – sans doute quotidiennement. Pour information, le Pilote V630S est équipé du Combi Truma 4D. Cet appareil de dernière génération fait office de chauffage et de chauffe-eau, et fonctionne avec le carburant du véhicule.

Un prix relativement accessible

Le nouveau fourgon Pilote V630S marque des points avec ses deux maxi-couchages modulables à l'arrière, transformables en couchages simples selon les besoins. La capacité en eau propre, le grand réfrigérateur et le cabinet de toilette cochent également les bonnes cases. Relativement accessible financièrement (65 900 € sur Fiat Ducato 140

Mots fléchés

Classements		Signe du zodiaque		Saucisson lyonnais		Trompeurs		Ride		Lisières		Poil	
Ragrément		Répands		Prénom masculin				Scandinaves					
										Monarque			
										Mil cent romain			
Titre éthiopien						Conforme à la majorité des cas						Certain	
Cultivatrices						Ville suisse du canton du Tessin							
													Humoriste de 'les français parlent aux français'
Point cardinal				Pays scandinave						Point cardinal			
Exprime				Silicium						Lettre grecque			
					Plante sacrée chez les gaulois				Extrême		Disque solaire		
											En mer ou en mine		
Lettres en croix		Bradype			Courbés							Ce qu'il reste après avoir bien mangé	
		Non nobles											
				Injurier									Voie bordée de maisons
				Solitaires									
Moulure					Chambre d'écluse		Étendre						
Plantes vivaces							Chipies						
						Lettre grecque				Prénom féminin	Connu		
						Bramer				Victoire de Napoléon			
Tolérées	Choisi		Plan d'eau					Prénom féminin					
			Fromage de la Thiérache (AOC)										
								Mer européenne					Primordial
								Certificat					
Attachât					Terroristes basques				Durée			Enduit	
Peu													
					Concerts								
					Bouleversés								
Coloré	Belle fleur					Petit saint			Par		Traditions		
	Omissions					Indium					Pièges à poissons		
				Note de musique			Evaporé						
Aumônes		Département picard		Unique				Golfe		Un canal en télé (abréviation)		Personne	
				L'Irlande du poète									
					Train de banlieue	Race de chien							
Unir					Aber				Vin d'Italie				
Lettre					Marche				Césium				
							Cholémie						
Sélénium			Racontes							Humour			

ACCIDENTS DE LA ROUTE

7 morts et plus de 580 blessés ces dernières 48 heures

Sept (7) personnes sont décédées et plus de 580 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 48 heures à travers plusieurs wilayas du pays, indique samedi un bilan de la Protection civile. Dans ce cadre, les équipes de la Protection civile ont enregistré durant la période du 19 au 21 juin en cours, 427 interventions, suite à plusieurs accidents de la circulation à travers le territoire national, qui ont causé 7 décès ainsi que 581 blessés. Par ailleurs, neuf (9) personnes sont décédées par noyade au niveau des plages et dans des mares d'eau dans plusieurs wilayas du pays, relève le bilan. S'agissant de la surveillance des plages autorisées à la baignade, les unités de la Protection civile ont effectué 984 interventions pour le sauvetage de 617 personnes, dont 91 évacuées vers les structures sanitaires locales.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Dimanche 22 juin 2025 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Réunion de coordination avec les directeurs des établissements universitaires et des ENS

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a présidé, hier à Alger, une réunion de coordination avec les directeurs des établissements universitaires et des écoles normales supérieures (ENS), en prévision de la prochaine année universitaire, indique un communiqué du ministère. Cette réunion, qui s'est déroulée au siège du ministère, a été consacrée à la coordination avec les ENS et les annexes y relevant dans diverses universités du pays, "en vue de répondre à la demande nationale exprimée par le ministère de l'Education nationale". "L'objectif est de renforcer la qualité de la formation et d'optimiser l'utilisation des infrastructures et des équipements, d'autant plus que ces annexes entameront, à partir de l'année universitaire 2025/2026, la formation des enseignants pour les trois cycles", précise la même source.

CAMBODGE

5e cas mortel de grippe aviaire cette année

Le Cambodge a enregistré son cinquième décès dû à la grippe aviaire cette année, avec la mort d'un homme de 52 ans, a annoncé samedi le ministère de la Santé. "Un villageois de la province orientale de Svay Rieng est décédé jeudi, des tests ayant confirmé qu'il avait contracté le virus de la grippe aviaire H5N1", a indiqué le ministère cambodgien de la Santé, dans un communiqué. "La victime a touché des poulets malades et morts, deux jours avant de tomber malade", a-t-il précisé, ajoutant que l'homme avait "de la fièvre, de la toux et des difficultés respiratoires" avant de mourir à l'hôpital. Le mois dernier, le Cambodge avait enregistré son quatrième décès de la grippe aviaire cette année avec la mort d'un garçon de 11 ans. Le virus H5N1 est généralement transmis aux humains après un contact avec des oiseaux infectés ou dans des environnements à haut risque, comme les fermes ou les marchés d'animaux vivants. Toutefois, la probabilité de transmission aux humains reste rare.

CNUCED

Les IDE mondiaux ont reculé de 11% sur fond d'incertitude

Les investissements directs étrangers (IDE) mondiaux ont reculé de 11% pour s'établir à 1.500 milliards de dollars en 2024, enregistrant ainsi une deuxième année consécutive de baisse, a indiqué jeudi la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). Les tensions géopolitiques, la fragmentation du commerce, l'intensification de la concurrence entre les politiques industrielles, combinées à des risques financiers élevés et à l'incertitude, redessinent la carte mondiale des investissements, a noté la CNUCED dans son Rapport sur l'investissement dans le monde 2025. Ce recul s'explique en grande partie par une baisse de 22% des IDE vers les économies développées, dont une chute de 58% en Europe, selon le rapport. Dans les pays en développement, les flux de capitaux entrants sont apparus globalement stables, mais avec des divergences régionales. Dans beaucoup d'économies, les capitaux "stagnent ou contournent" les secteurs clés, tels que les infrastructures, l'énergie, les technologies et les industries qui sont les moteurs de la création d'emplois, relève le rapport. "Trop d'économies sont laissées pour compte, non par manque de potentiel, mais parce que le système continue d'orienter les capitaux là où c'est le plus facile, et non



là où ils sont vraiment nécessaires", a souligné Rebeca Grynspan, secrétaire générale de la CNUCED. Les investissements dans l'économie numérique constituent le seul secteur en croissance, avec une hausse de 14% des IDE portée par la fabrication de technologies de l'information et de la communication (TIC), les services numériques et les semi-conducteurs, note le rapport. Celui-ci signale une forte baisse des investissements dans les secteurs essentiels à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) comme les énergies renouvelables, les transports ainsi que l'eau et l'assainissement, tous affi-

chant des reculs de plus de 30%. Il avertit que les niveaux actuels d'investissement sont largement insuffisants face aux besoins mondiaux. Pour combler le déficit de financement des ODD, il faudrait environ 4.000 milliards de dollars par an dans les pays en développement. La CNUCED a présenté sept domaines prioritaires, couvrant la gouvernance des données et de l'intelligence artificielle, les politiques et les règles d'investissement numérique, ainsi que les infrastructures numériques, entre autres, pour aider les économies en développement à attirer des IDE transformateurs dans les industries numériques.

TIARET

Plus de 3.000 enfants bénéficieront des camps d'été

Plus de 3.000 enfants de la wilaya de Tiaret bénéficieront du programme des camps d'été pour la saison en cours, organisé par la direction locale de la Jeunesse et des Sports, a annoncé, samedi, le wali, Saïd Khalil. Le même responsable a souligné, lors du lancement officiel des activités estivales, qu'une enveloppe financière conséquente a été allouée à partir du budget de la wilaya pour financer deux

camps d'été au niveau des plages d'Ain El-Turck (Oran) et Ain-Brahim (Mostaganem), au profit de plus de 3.000 enfants, notamment issus de familles démunies et d'orphelins des différentes communes de la wilaya, sous la supervision de la direction de la Jeunesse et des sports. Il a également indiqué qu'un nombre important de jeunes bénéficieront d'excursions dans le cadre du "Plan bleu", leur permettant de passer une ou deux jour-

nées à la mer, ajoutant que "toutes les dispositions ont été prises pour garantir le succès de ce programme estival". Les activités lancées par les autorités locales comprenaient l'inauguration d'une piscine semi-olympique dans la commune de Rahouia, ainsi que le lancement du championnat national de sports nautiques destiné aux jeunes catégories, organisé à la piscine olympique du 8 Mai 1945 de Tiaret,

avec la participation de plus de 500 nageurs. Les responsables ont également pris connaissance des conditions d'accueil des enfants à la piscine "El-Fida", indique-t-on. Le coup d'envoi de la manifestation culturelle "La lecture en fête", devant s'étaler jusqu'au 26 juillet en cours, est prévue dans la soirée de samedi à la bibliothèque principale "Moudjahid Mohamed El Mili" de Tiaret et ses annexes à travers la wilaya.

AGROALIMENTAIRE

Le ministre de l'Industrie inspecte une usine à Djelfa

Par S R.

Dans le cadre de la poursuite de l'opération de réhabilitation et de réexploitation des unités de production confisquées, le ministre de l'Industrie, Dr Sifi Ghrieb, accompagné du wali de la wilaya de Djelfa, a effectué hier une visite d'inspection à l'unité de transformation des produits agricoles de la ville de Messâad, relevant du groupe AGRODIV. Cette unité, dotée d'une capacité de production de 150 tonnes par jour et d'un investissement de 345 millions de dinars, fait partie des projets structurants destinés à soutenir les industries

agroalimentaires et à renforcer la chaîne de valeur agricole au niveau local. À l'issue de cette visite de terrain et après avoir écouté les explications fournies par les responsables de l'unité, le ministre a donné plusieurs instructions en vue d'améliorer les performances de l'usine, notamment : « Diversifier les activités de l'unité pour inclure d'autres produits agricoles saisonniers ; acquérir de nouveaux équipements et machines afin d'améliorer la qualité et d'accroître le rythme de production ; augmenter progressivement la capacité de production pour répondre à la demande locale et renforcer les stocks alimentaires stratégiques ;

créer des postes d'emploi supplémentaires, avec une augmentation attendue des effectifs en lien avec l'extension des activités et assurer une exploitation continue de l'usine tout au long de l'année, en adoptant un système de production flexible et à lignes multiples, capable de s'adapter à la diversité des saisons agricoles». Cette initiative s'inscrit dans les efforts déployés par les pouvoirs publics pour réintégrer les actifs confisqués dans le circuit économique, tout en visant à renforcer la sécurité alimentaire locale et à stimuler une nouvelle dynamique de développement dans la wilaya de Djelfa.